

Inde : Le règne d'Indira Gandhi

p. 10-11

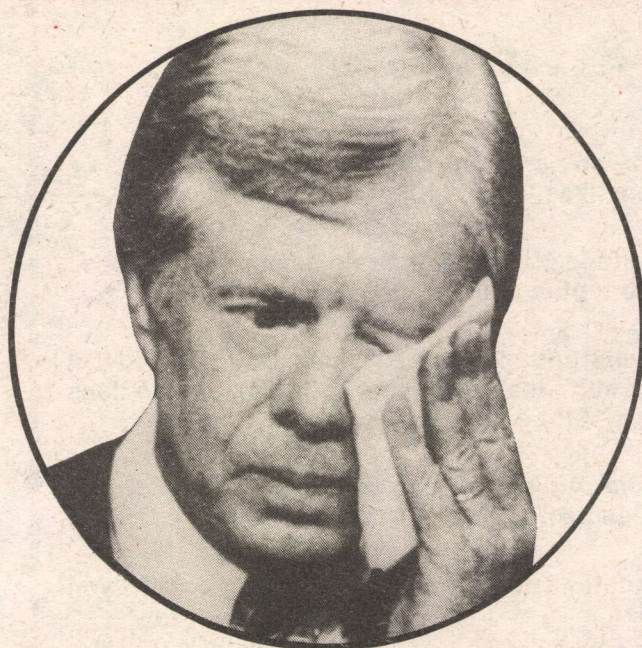
lutte **ouvrière**

P.C.F
bilan
sans
perspective

p. 8

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 858 - 10 novembre 1984 - prix : 6 F

**élections
américaines**



les hommes de la présidence



nos articles en pages 3 et 4

sommaire

Dans le monde

Page 4 :

- Elections américaines : démocrates et républicains, des hommes différents pour la même politique.

Page 5 :

- Chili : Pinochet rétablit l'état de siège.
- Afrique du Sud : grève au Transvaal.
- Argentine : quelques-uns des bourreaux sont dénoncés, mais ils pourront resservir.

Page 7 :

- Grande-Bretagne : vagues de grèves dans l'automobile.
- Pologne : Jaruzelski a peur de la colère de son peuple.

Pages 10 et 14 :

- Inde :
 - Derrière les massacres entre communautés, les intérêts des possédants.
 - L'œuvre du règne d'Indira Gandhi : le développement des affaires et de la misère.

En France

Page 8 :

- Le PCF prépare son congrès : bilan et absence de perspectives.

Page 9 :

- Flexibilité : Maire très souple devant les patrons.
- Toujours plus pour les nantis !

Pages 12 et 13 :

- Dans les entreprises : Rozières Bourges ; RNUR Billancourt ; les travailleurs de la Téléphonie dans la rue ; UAP Le Peletier Paris.

Page 14 :

- Duccellier Auvergne : une semaine d'action contre les licenciements.

Page 15 :

- Dégradation de l'emploi en Auvergne ; RVI Lyon Feuillat.

Pages 16 et 17 :

- En lutte : PTT Paris 18 ; CCP Montparnasse Paris ; Gardy Chalon-sur-Saône ; fonderie Leroy-Somer Angoulême ; Prodélis Bordeaux ; Peugeot Mulhouse.

Culture

Pages 18 et 19 :

- Film : *Amadeus* de Milos Forman.
- Livre : *Cour martiale* de Howard Fast.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Dans notre courrier :

Je tiens à vous signaler une histoire survenue à l'un de mes amis, alors qu'il était coopérant en Algérie, à Batna. Le simple fait de connaître un couple de Roumains lui a causé toute une série de problèmes.

En effet il a fait là-bas la connaissance de ce couple, travaillant également en Algérie. Ensemble, ils sont venus passer leurs vacances en août 1984 en France. Et à cette occasion le couple roumain a sollicité l'asile politique auprès du gouvernement français et est donc resté en France.

Mon ami enseignant est reparti en Algérie pour la rentrée scolaire de septem-

bre 1984. En arrivant à son lycée, le directeur l'informa qu'il n'était pas réintégré dans son poste, suite aux instructions reçues du rectorat d'Alger. Là, il n'a pu en savoir plus. De retour chez lui, la police l'attendait. Au cours des deux heures d'interrogatoire qu'il subit, la police essaya de lui faire avouer qu'il avait eu des gestes inconvenants à l'égard de ses élèves et que c'était la raison de sa non-réintégration. Il tint bon et, dès sa sortie du commissariat, il se précipita au consulat de France. Il finit par rencontrer un attaché culturel qui lui signala qu'en réalité, le gouvernement roumain avait fait en sorte qu'il

soit « *persona non grata* » en Algérie. Le représentant français lui signala qu'il avait 48 heures pour retourner en France. Il lui dit qu'il était bien naïf et que les espions se rencontraient ailleurs que dans les romans. Il lui conseilla, sur ce, de ne pas sortir seul tant qu'il serait sur le territoire algérien. Il ajouta que notre ami avait de la chance : « *Son histoire se terminait bien. Car, sous Boumédiène, il aurait eu des années de prison, et toutes les peines du monde pour en sortir.* »

En fait, après avoir parlé, il eut 15 jours pour repartir en France.

Une lectrice, V.J.

A la suite des articles que nous avons publiés dans notre journal sur la crise de l'automobile, un camarade allemand nous écrit une lettre dont nous extrayons le passage suivant.

Chers camarades,
Pensez-vous vraiment (comme vous l'avez écrit dans LO) « qu'il serait sans doute de l'intérêt général (...) de produire plus massivement (...) des voitures ? »

La crise de l'automobile se manifeste, c'est vrai, par la chute de la production et par la hausse du chômage. Mais n'y a-t-il pas d'autre revendication, pour combattre le chômage, que de produire toujours plus (« français », comme le dit le PCF). Il y a des productions beaucoup plus utiles pour « l'intérêt général » (...) que de produire plus de voitures, lesquelles contribuent à détruire les forêts et les bases mêmes de notre vie biologique par la pollution. Je crois que ce développement (de l'automobile) en Allemagne de l'Est et de l'Ouest, en Autriche, en Tchécoslovaquie, etc., a des conséquences bien connues en France aussi : la destruction de plus de 50 % des forêts, la pollution de tout notre environnement...

C'est un choix politique de favoriser le transport individuel par voitures, camions ou par avion, et pas les transports publics, trains ou métro. C'est un choix qui coûte très cher à toute la société.

Ce ne sont pas seulement les 20 000 morts et plus par an sur les routes (en RFA), sans compter le chiffre plus élevé encore des blessés et des mutilés. C'est aussi le coût, en milliards, pour les autoroutes, les aéroports, celui de la pollution, la « mort des forêts » dont on ne peut pas fixer le prix. Tout cela n'est pas « dans l'intérêt général », mais ce sont les salariés qui doivent payer, alors que les profits à court terme sont empochés par les capitalistes.

Je ne prétends pas interdire toutes les voitures. Mais on a besoin de priorité dans toutes les sociétés, et les révolutionnaires devraient exiger le développement d'un système de transports publics dans et entre les agglomérations, les villes, les villages et les pays : extension et amélioration de la

SNCF, du métro, des tramways, qui sont beaucoup moins chers pour l'individu et la société et ne polluent pas aussi massivement l'environnement. (...)

H.K. (BERLIN)

Ce camarade a évidemment raison. L'utilisation de l'automobile dans la société capitaliste aboutit au gâchis qu'il décrit et il appartient aux révolutionnaires, non seulement de dénoncer ce gâchis, mais aussi de militer pour une autre organisation des transports qui privilégierait non pas l'utilisation de la voiture individuelle — qui sur de longues distances et même en ville apparaît souvent comme un moyen de transport d'un autre âge — mais le développement d'un dense réseau de transport en commun.

Et pour notre part, nous nous sommes à maintes reprises fait l'écho de campagnes engagées par les usagers des transports en commun, principalement dans la région parisienne, pour l'amélioration et le développement de tels transports.

L'article que notre lecteur incrimine répondait aux arguments actuels des patrons de l'automobile qui, pour leurs profits, préfèrent produire moins et plus cher. A cela nous répondions effectivement qu'« il serait sans doute de l'intérêt général (...) de produire plus massivement et moins cher ». Est-ce faux ? Nous ne le pensons pas. Il se peut au contraire que la production actuelle de camions et de véhicules utilitaires soit insuffisante, non pour les besoins de quelques pays privilégiés d'Occident, mais pour le reste des pays de la planète.

CERCLE LÉON TROTSKY
le vendredi 23 novembre
à 20 h. 30

LA CHINE
de Mao à la démaoïsation

salle de la Mutualité
à Paris
24, rue Saint-Victor
Métro Maubert-Mutualité

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Elections américaines : les hommes de la présidence

C'EST par une écrasante majorité que Ronald Reagan a été réélu président des Etats-Unis. Et c'est tout un symbole que cet homme, que l'on n'hésite pas à nous présenter comme peu travailleur, gaffeur et même un peu sénile, ait été depuis quatre ans à la tête de la plus grande puissance du monde, celle qui peut à volonté bouleverser la planète et y restera pour quatre ans encore.

Sa grande qualité, c'est d'être un acteur, c'est de savoir lire mieux que d'autres le texte que d'autres ont préparé pour lui.

Mais c'est au fond tout ce dont les puissants de l'Amérique ont besoin. Les vraies décisions, il y a de toute façon d'autres hommes pour les prendre, si le président n'en est pas capable : les hauts fonctionnaires de l'Etat, les chefs de la CIA ou de l'armée, et par-dessus tout les dirigeants des grands trusts. Eux mènent de toute façon, aux Etats-Unis comme dans le monde, la politique qui convient aux intérêts de ces trusts, avec l'accord du président s'ils peuvent l'avoir, sinon sans lui.

Il y a une dizaine d'années, pour renverser le gouvernement de gauche d'Allende, à qui ils reprochaient d'avoir nationalisé leurs propriétés là-bas, les trusts du cuivre n'ont eu besoin d'aucune décision présidentielle pour s'acoquiner avec la CIA et les militaires chiliens et fomenter un coup d'Etat. En ce moment même, la CIA mène sa guerre contre le régime sandiniste du Nicaragua à sa guise, sans plus s'embarrasser des lois votées par le Parlement américain que de ce que peut dire ou vouloir Ronald Reagan.

N'a-t-on pas vu d'ailleurs une fraction de l'appareil d'Etat se débarrasser purement et simplement par le meurtre d'un président qui ne lui plaisait pas et qui n'avait pourtant rien d'un révolutionnaire ? Car si le mystère plane toujours sur l'assassinat de Kennedy, il n'est plus personne pour nier que certainement des hommes de la police ou des services secrets y étaient impliqués.

Alors, au fond, qu'importe la personnalité du président ? C'est bien ce qui explique que la fonction qui sem-

ble être la plus importante du monde contemporain ait été remplie depuis vingt ans par un escroc comme Nixon, tellement malhonnête qu'il a fallu le virer de son poste, par un abruti comme Ford dont on disait qu'il ne pouvait pas faire deux choses à la fois, comme mâcher son chewing-gum et marcher en même temps, par un benêt bigot comme Carter, et enfin par un vieux mannequin d'Hollywood comme Reagan.

Et si les électeurs américains ont réélu Reagan, c'est au fond pour cela, parce que cela n'a pas beaucoup d'importance que ce soit lui ou son adversaire démocrate.

Pour cela, et puis parce qu'au fond ils n'ont pas de choix. Car ce n'est pas un vrai choix qu'offre la soi-disant démocratie américaine, qui met toutes sortes d'obstacles, légaux et financiers, pour s'assurer qu'il n'y ait pas d'autres candidats réels que ceux des deux grands partis officiels et si semblables qu'au fond personne ne peut vraiment dire ce qui les différencie l'un de l'autre.

Les électeurs américains auraient-ils voté pour Mondale que cela n'aurait rien changé à la politique fondamentale des Etats-Unis. Car, président démocrate ou président républicain, ce sont les mêmes, à la tête des puissances d'argent, qui décideront pour tout ce qui est d'importance.

Et c'est bien ce que pensent sans aucun doute bien des électeurs américains eux-mêmes, dont près de la moitié, parmi les couches les plus populaires, comme d'habitude, ne se sont pas dérangés pour voter.

Que ces élections présidentielles américaines ne soient qu'un grand cirque, il est sans doute facile de le voir d'ici.

Mais tous ces flonflons électoraux, ces discours, cette fausse dramatisation, faits pour cacher le peu d'importance de ces politiciens qu'on élit, parce qu'ils sont interchangeables et surtout que ce ne sont pas eux qui détiennent la vraie puissance, tout cela n'est-ce pas une bonne image de toute démocratie bourgeoise, y compris celle d'ici ?

Arlette LAGUILLER

Le lièvre, la tortue, et le cheval de retour...

C'est sans doute en ayant médité la morale de la fable de La Fontaine « *rien ne sert de courir, il faut partir à point* » que Chirac, Barre et Giscard ont décidé de se mettre en campagne bien avant que la campagne soit venue et de ne pas manquer une occasion pour faire parler d'eux, dire et médire du gouvernement en place et, au moins tout autant, les uns des autres...

Le lièvre Chirac a décidé, lui, cette semaine, de faire de la propagande pour le lapinisme, ce qui est bien le moins. C'est ainsi que, lors du Club de la Presse, il s'est une fois encore inquiété de la baisse de la natalité en France, baisse qui selon lui serait la conséquence d'une application trop laxiste de la loi Veil sur l'IVG. Que la baisse de la natalité date de 1964, soit une bonne dizaine d'années

avant la loi sur l'IVG, ne le gêne absolument pas. Ce ne sont pas les faits qui l'intéressent, mais les voix les plus réactionnaires des électeurs, que Le Pen risque de lui piper.

La tortue Barre a tenu à ne pas être en reste, d'autant que, sans appareil politique pour le soutenir, il roule sa bosse tout seul. Il existe bien des Comités Barre, mais ils sont loin d'avoir la corpulence voulue. Aussi a-t-

il publié un épais volume (500 pages) prudemment intitulé *Réflexions pour demain* (il est vrai que les réflexions sur son passé risqueraient de n'être pas à son avantage). Il parcourt la province de banquet en banquet et, récemment, est passé à « L'heure de vérité » sur Antenne 2. Il cultive son côté bonhomme, nourri de sagesse et, mine de rien, fait ressortir ce qui l'oppose à Chirac. Ce

dernier s'intéresse à la reproduction. Barre, lui, s'intéresse à la tête des délinquants : il se prononce pour le rétablissement de la peine de mort, tandis que Chirac est contre...

Quant au cheval de retour, Giscard, nul doute qu'il ne rêve dans son coin de leur donner à tous deux une avoine et qu'il ne vienne bientôt ajouter sa voix au chœur des opposants.

Michel RITTER

USA

Démocrates et républicains, des hommes différents pour la même politique.

Dans leur lutte pour les postes gouvernementaux, démocrates et républicains avancent chacun leur programme pour sortir le pays de la crise, critiquent les mesures du concurrent et font tout leur possible pour apparaître différents. Et les journaux français, de droite comme de gauche, mettent en opposition, avec beaucoup de gravité, le programme de Mondale et celui de Reagan, les mesures proposées par chacun dans les divers domaines politiques et sociaux. Mais ces programmes, ces mesures, ces engagements, ces critiques font partie du grand cirque électoral, au cours duquel chacun des deux partis et des deux candidats tente d'attirer le plus de voix possible et s'efforce de faire croire à la population américaine qu'elle a véritablement un avis à donner et des choix à faire dans ces élections.

Mais, entre deux consultations électorales, les politiques menées réellement par les deux partis sont sensiblement les mêmes. Entre Carter et Reagan il n'y a pas eu rupture, mais continuité, dans la politique intérieure comme dans la politique extérieure. Tout ce qui a pu changer — et encore — c'est les mots servant à emballer la même politique de défense des intérêts de l'impérialisme américain.

Et cette politique est tellement la même que, si Reagan a pu prendre les mesures qu'il présente comme tellement originales, tellement efficaces, et que Mondale critique comme tellement nuisibles et catastrophiques, c'est grâce à l'appui constant que lui ont apporté les élus démocrates. Cet appui a d'ailleurs été d'autant plus essentiel

pour Reagan que les démocrates étaient majoritaires à la Chambre des représentants (de 76 voix avant les élections législatives de 1982, et de 103 depuis). Il était donc en leur pouvoir de combattre et de bloquer n'importe quelle décision de Reagan qui leur aurait déplu. Or c'est au contraire un soutien qu'ils ont apporté à Reagan, y compris dans les domaines où ils le critiquent le plus violemment aujourd'hui, le temps d'une campagne électorale.

Les fameuses réductions d'impôts, que les démocrates critiquent si fort aujourd'hui, n'ont pu être opérées qu'avec leur accord. D'ailleurs en 1981, les démocrates ont tellement surenchéri sur les républicains à propos des réductions à consentir aux

entreprises et aux grosses fortunes qu'au total celles-ci ont dépassé celles que Reagan lui-même avait promises. La grande majorité de la population, elle, a peu bénéficié de la réduction des impôts sur le revenu, par contre c'est sur elle qu'est retombé l'essentiel de l'augmentation des impôts indirects à laquelle républicains et démocrates ont procédé, pour compenser le manque à gagner sur les revenus des riches.

Au printemps dernier, les démocrates proposaient au Congrès, pour réduire le déficit budgétaire, d'augmenter encore les taxes sur les produits de « luxe » tels que l'alcool, le tabac, le téléphone, et d'accorder encore des avantages supplémentaires au patronat dans l'immobilier et l'industrie. C'est par exemple de 75 % que les démocrates proposaient de réduire d'ici 1987 les impôts sur les camions des entreprises de transport. De même, les compagnies d'assurance paieraient deux milliards de dollars d'impôts en moins pour les trois prochaines années.

C'est dire que le programme des démocrates en matière de fiscalité est exactement dans la même ligne que celui de Reagan.

Pour ce qui est de rogner dans le budget social, les démocrates ont voté les propositions de Reagan à chaque fois que leur vote était nécessaire pour les faire passer, quitte à voter contre au Sénat, où leur vote est de toute façon

minoritaire. Ils ont voté la réduction des indemnités chômage, de l'aide alimentaire, de l'aide médicale. Ils ont voté des prélèvements de cotisations, d'impôts supplémentaires sur les fonctionnaires et les retraités. Ils ont eux-mêmes proposé des économies budgétaires sur le dos des plus démunis et, lors de la discussion budgétaire du printemps dernier, ils proposèrent 9,5 milliards d'économies sur le budget de l'aide médicale. D'ailleurs les démocrates, là où ils sont à la tête d'Etats ou de grandes villes industrielles, mènent exactement la même politique d'austérité pour les pauvres et de subventions aux riches.

De même, démocrates et républicains sont bien d'accord pour ne faire aucune économie sur le budget militaire. Reagan, lui, tient à ce qu'il augmente de 7 % par an. Et quand les démocrates parlent de le réduire, il ne s'agit que de réduire... son augmentation à... 6 % par an.

Pour 1984 par exemple, alors que Reagan réclamait 25 milliards de dollars d'augmentation pour le budget militaire, les démocrates, eux, n'en demandaient que 21 milliards, histoire de chipoter sur quelques milliards sans pour autant remettre en cause l'essentiel, c'est-à-dire l'énorme programme de commandes de matériel militaire, destiné à soutenir l'industrie.

En matière de politique extérieure, les démocrates

ont eu exactement la même attitude, faisant mine de critiquer la politique de Reagan mais se refusant à tout geste qui pourrait un tant soit peu l'entraver. C'est ainsi qu'ils ont avalisé à la Chambre des représentants les opérations militaires américaines au Liban et à Grenade.

D'ailleurs, dans sa campagne électorale, Mondale, tout en se prétendant le candidat de la paix, n'a pas manqué de préciser qu'il n'était pas contre des interventions militaires US quand il s'agit de régions vitales pour les USA, comme l'Amérique centrale... s'il n'y a pas d'autre solution.

Reagan utilise d'autres mots, mais ne dit pas autre chose !

Reagan, Mondale ; Mondale, Reagan : les électeurs américains avaient le choix entre deux hommes, deux partis, pas deux politiques. Cela permet de changer les équipes quand elles sont trop usées, tout en maintenant la même politique, celle du grand capital américain.

Les candidats doivent d'ailleurs rivaliser de singeries pour tenter de donner quelque attrait à la campagne électorale. Mais, malgré tous les efforts et les milliards de dollars qu'ils y engloutissent, ils ne parviennent pas à intéresser l'ensemble des électeurs à leur cirque. Et, cette fois encore, 45 % des citoyens ne se sont pas dérangés pour aller voter.

La peine de mort : un argument électoral

Au pays de Reagan, la peine de mort est à l'honneur : 29 personnes ont été exécutées depuis 1977, 18 depuis le début de l'année, dont 3 rien que la semaine dernière. Si la presse nationale et internationale en a parlé, c'est que la dernière suppliciée était une femme, blanche, de 55 ans, et que, pour les nordistes conservateurs, c'était quand même difficile à justifier.

La peine de mort, avant les années 1970, n'avait pas

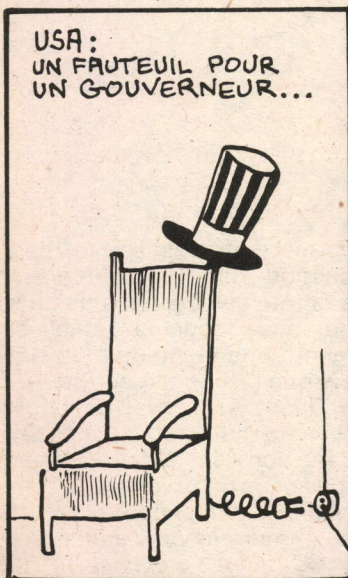
été abolie, mais était tombée en désuétude... jusqu'à ce que la Cour Suprême du pays rappelle en 1976 qu'elle n'était pas anticonstitutionnelle. Depuis, les condamnations à mort se sont multipliées.

Suivant les Etats, c'est le peloton d'exécution, la pendaison, la chambre à gaz, la chaise électrique ou l'injection intraveineuse qui attendent les condamnés auxquels on a refusé la grâce.

Les adversaires de la

peine de mort se sont mobilisés aux USA. Ils rappellent que ce n'est pas la menace de la peine de mort qui peut faire baisser la criminalité : pour preuve, les 1 400 condamnés à mort qui croupissent actuellement dans les prisons américaines. Ils ont en outre dénoncé le fait que, statistiquement, un Noir ou un Hispanique qui tuait un Blanc avait 64 % de risques d'être condamné à mort, alors que, dans le cas inverse, le risque était de... 20 %.

Pourtant les abolitionnistes restent minoritaires, même parmi les hommes politiques qui se montrent avant tout soucieux de plaire à leur électorat. C'est sans doute pour cela que le gouverneur démocrate de Caroline-du-Nord, James Hunt, convoitant le siège de sénateur de son rival ultra-conservateur aux présentes élections, a choisi de ne pas gracier la dernière condamnée exécutée, Margie Barfield.



Pinochet rétablit l'état de siège

Le dictateur chilien Pinochet a décidé le 7 novembre le rétablissement de l'état de siège sur l'ensemble du pays. C'est sa réplique à l'agitation qui, depuis plus d'un an, se manifeste dans le pays. Malgré les risques, malgré la répression, la population citadine et en particulier les habitants des quartiers pauvres sont descendus dans la rue lors des 11

« protestas » qui ont eu lieu, tandis qu'une série d'attentats visaient les forces de l'ordre et, surtout, que la grève générale du 30 octobre a connu un réel succès.

Ce rétablissement de l'état de siège met un terme aux timides tentatives de dialogue avec l'opposition modérée que prétendait établir le Premier ministre Onofre Jarpa. La dictature

est sans fard, mais, pour la population et pour les opposants, il n'est pas dit que cela change grand-chose. En fait, les pleins pouvoirs, Pinochet les avait déjà. La Constitution lui reconnaissait déjà le pouvoir de relégation, d'arrestation, d'incarcération ailleurs que dans les prisons officielles, de restriction à la liberté de réunion et d'association, le

droit de censure de la presse et de la correspondance. Quant au droit d'ouvrir le feu et à celui de torturer, la police et l'armée les exercent en permanence : plus d'une centaine de personnes ont été tuées au cours des 11 « protestas » et plusieurs centaines ont été déportées.

On peut se demander, dans ces conditions, ce que la proclamation de l'état de siège

peut lui donner comme pouvoir supplémentaire. Elle est la marque de l'isolement de la dictature mais, aussi, probablement une tentative pour tenter d'intimider la population. Mais il n'est pas dit, loin de là, que la population s'y laisse prendre plus qu'elle ne s'était laissée intimider par la répression féroce de ces derniers mois.

Afrique du Sud

Grève au Transvaal

Le lundi 5 octobre, la grève générale lancée dans la province du Transvaal par un comité regroupant de nombreuses organisations anti-Apartheid a été largement suivie par la population noire. Selon les estimations, de 100 000 à 150 000 travailleurs noirs ont fait grève lundi, ainsi que quelque 250 000 lycéens et étudiants, ce qui en fait le mouvement le plus largement suivi depuis une dizaine d'années.

Les mots d'ordre associaient

des revendications économiques et des revendications politiques. Ils exigeaient la suppression de l'augmentation des loyers, des tarifs d'électricité et du prix de l'eau. Mais aussi l'évacuation des townships par l'armée et la police, la libération des détenus politiques, ainsi que la satisfaction des exigences des lycéens concernant le système éducatif.

Ainsi, le gouvernement n'a pas réussi à étouffer cette nouvelle protestation de la popula-

tion noire. Pourtant il avait tenté de l'intimider : dès lundi matin, l'armée et la police étaient présentes autour des cités noires. Et une fois de plus les forces de l'ordre ont fait usage de leurs armes : les affrontements auraient fait une quinzaine de victimes entre lundi et mardi matin. Quelle que soit l'issue de ce mouvement, une chose reste certaine : c'est que la répression employée depuis des mois par le régime de Pretoria n'est pas

capable de contenir la colère de la population noire. Le quadrillage des townships, la centaine de victimes tuées par l'armée ou la police, tout cela n'empêche pas la population noire de prendre conscience de sa force et de son poids dans l'économie et la société. La grève générale a renforcé la détermination de la population noire et donné une dimension nouvelle à la révolte des townships. Malgré certaines tentatives d'intimidation du patronat,

malgré les menaces de licenciements, les travailleurs noirs du Transvaal ont montré qu'ils pouvaient paralyser en partie l'activité économique du pays. Une épreuve de force est engagée. Si les pouvoirs publics et la bourgeoisie blanche ont pour eux la force et les armes, la population noire, elle, a le nombre et, elle l'a montré jusqu'ici, la détermination. C'est d'elle que dépend l'issue du mouvement.

Alain LEMOINE

Argentine

Quelques-uns des bourreaux sont dénoncés, mais ils pourront resservir.

Un hebdomadaire argentin vient de publier une liste de 1 351 personnes accusées « d'excès » dans la répression pendant le régime militaire, entre mars 1976 et octobre 1983. On y trouve 410 officiers et sous-officiers, 73 gendarmes, 125 civils (dont deux journalistes), 15 religieux, etc. Cette liste ne contient les noms que d'une partie des tueurs, tortionnaires, qui ont fait au moins 10 000 morts reconnus officiellement et 30 000 disparus dans les 340 camps de concentration qui ont été recensés.

Après son élection il y a un an — élection qui avait marqué le retour des civils sur le devant de la scène politique en Argentine — le président Alfonsín avait mis quelques généraux à la retraite et fait inculper les responsables militaires de la guerre des Malouines. Il avait aussi promis une enquête sur les responsables de la répression. Cependant, il avait refusé qu'une commission parlementaire se constitue à ce sujet... pour ne pas irriter l'armée. Il avait confié l'enquête à une commission de « personnalités ». Neuf mois plus tard, celles-ci ont rendu leur rapport. C'était le 20 septembre dernier.

Le gouvernement a annoncé qu'il publierait un condensé du rapport et citerait une centaine de noms, mais rien n'était venu. Dans certaines villes, comme Rosario, on a même vu des groupes « paramilitaires » (les fameux groupes qui opéraient sous la dictature) pénétrer par force dans le tribunal de la ville et s'emparer des rapports et documents compromettants. Visiblement, ces groupes semblent jouir encore aujourd'hui d'une totale impunité.

Alors, il a fallu que ce soit un hebdomadaire qui se procure une copie du rapport officiel et qui ose le publier, pour que la liste intégrale des 1 351 personnes citées soit rendue enfin publique. Cela plonge évidemment le gouvernement dans l'embarras.

Les personnes qui figurent sur cette liste vont-elles être soumises à un procès ? Seront-elles démisées de leurs fonctions ? Rien n'est moins sûr. Si un général est signalé en fuite, il faut noter aussi qu'un autre militaire qui figure également sur la liste vient, lui, d'être nommé général, avec l'approbation du Sénat. Alfonsín avait bien, dès le lendemain de sa prise de fonctions le 10 décembre 1983, annoncé que les res-

ponsables de la répression devraient répondre de leurs actes devant la justice. Mais il a fait voter une loi spéciale — en s'appuyant sur l'opposition de droite au Sénat — selon laquelle les juridictions militaires sont les « juges naturels » des militaires. Et, tout aussi naturellement, en septembre dernier, cinq jours après que la commission d'enquête a remis son rapport au président, le Conseil suprême des forces armées fit savoir qu'il ne « se trouve pas en condition d'émettre des sentences ». Une façon pour les militaires de faire traîner les choses en longueur et de paralyser le gouvernement, qui se laisse faire bien facilement.

Alfonsín, tout civil qu'il soit, a besoin des forces de répression, c'est-à-dire de l'armée et de la police. Et s'il est prêt à égratigner un peu certains militaires trop compromis dans la répression menée par la dictature, il n'est pas prêt à s'en prendre à l'appareil militaire qui peut demain servir à maintenir en place l'ordre social.

En une année de pouvoir, Alfonsín a continué d'imposer bien des sacrifices à la population, et il va en imposer d'autres. En juin dernier il avait repoussé un accord avec le



Fonds Monétaire International parce qu'il le jugeait trop contraignant. Il avait proposé que les pays les plus endettés constituent une sorte de front et traitent collectivement avec les banquiers et les organismes financiers internationaux. Mais les pourparlers n'ont pas abouti (notons d'ailleurs que Cheysson, en voyage en Argentine en août dernier, avait fait savoir au gouvernement argentin qu'il ne lui accorderait pas de crédits tant que l'accord avec le FMI ne serait pas conclu). Finalement Alfonsín a

accepté en septembre dernier un accord avec le FMI qui prévoit une dévaluation de la monnaie et des mesures d'austérité. Et la situation économique de plus en plus difficile peut entraîner la multiplication des conflits sociaux. Alors, les intérêts de la bourgeoisie, tant argentine qu'internationale, qu'Alfonsín défend, le conduisent à ménager l'armée et à garder intactes les forces déjà entraînées à liquider les opposants et les militants de la classe ouvrière.

Jean SANDAY

Massacres dans le sud

Selon des informations publiées par Amnesty International, les troupes de Hissène Habré se seraient livrées à des massacres dans le sud du Tchad. C'est ainsi que 80 personnes, soupçonnées d'appartenir à « l'opposition armée », auraient été passées par les armes, à Deli. Des fermiers auraient été abattus dans leurs champs dans la région du Moyen-Chari, tandis qu'à N'Galo les habitants qui s'étaient réfugiés dans l'église pour échapper aux hommes d'Habré auraient été brûlés vifs. De plus, un certain nombre de chefs de villages et de dirigeants politiques du sud auraient disparu.

En fait, le pouvoir d'Hissène Habré ne semble pas plus assuré sur le sud du pays qu'il ne l'est sur le

nord. Maintes régions du sud sont en rébellion ouverte contre lui, ses troupes étant juste en mesure de tenir les villes principales.

Les faits rapportés par Amnesty International remontent à deux mois, à une époque donc où les troupes françaises étaient encore massivement présentes dans le pays. Bien sûr, elles se trouvaient dans le nord et ne sont donc pas directement impliquées dans les massacres. Mais les officiers sur place, et par conséquent le gouvernement français, ne pouvaient pas ignorer ce qui se passait. Ils ont laissé faire, se contentant de monter une garde vigilante au nord, garde à l'abri de laquelle les troupes d'Habré poursuivaient leurs exactions con-

tre les populations du sud.

Le gouvernement français prétendait pourtant que ses « soldats de la paix » avaient mission de protéger les civils. Mais c'est la dictature sanglante de Hissène Habré que l'armée française protégeait. Et aujourd'hui que les troupes françaises ont été retirées du Tchad, l'aide militaire française au régime vient de passer de 43 à 55 millions de francs, et le nombre des conseillers militaires français devrait passer de 100 à 150, pour permettre au dictateur de tenir encore.

Pour continuer à piller l'Afrique, l'impérialisme français n'hésite pas à s'appuyer sur les pires dictatures.

M.R.

L'ancien maire de Palerme sacrifié par ses pairs ?

La police italienne a arrêté samedi 3 novembre, sous l'inculpation d'appartenance à la Mafia, Vito Ciancimino, ancien maire démocrate-chrétien de Palerme et importante personnalité politique sicilienne. Ce n'est pas que les liens de ce notable avec la Mafia aient été jusqu'à maintenant un secret. Apparemment, c'est toute sa carrière qui s'est déroulée avec la bénédiction de la Mafia : de l'époque où Ciancimino servait d'interprète aux troupes américaines fraîchement débarquées en Sicile, en passant par la constitution de sa fortune personnelle, au poste de maire de Palerme qu'il exerça pendant quelques mois, et surtout à son poste d'assesseur aux travaux publics, d'où il confia une quantité impressionnante de travaux à des gens

n'ayant rien à voir avec les travaux publics, mais certainement avec la Mafia.

Tout le monde politique, la justice et la police semblaient depuis des années au courant de ses activités louches et en particulier des milliers de permis de construire qui avaient favorisé le saccage de la ville, la spéculation immobilière et l'enrichissement rapide du politicien et de ses amis.

N'oublions pas non plus que cet « honorable » politicien était lié aux exportations frauduleuses de devises et au recyclage des milliers de dollars provenant du trafic de la drogue qui est la principale activité de la Mafia.

Mais la Mafia est l'organisation qui chapeaute toutes les affaires, politiques aussi bien que financières, d'une bonne fraction de la bourgeoisie sicilienne.

Milieu politique, milieu des affaires : tous deux baignent dans ce « milieu » tout court qu'est la Mafia. Et les affaires de Ciancimino ont été couvertes par la « loi du silence ». Jusqu'à ces derniers temps, jusqu'à ce qu'un « parrain » de la Mafia, Tomaso Bucetta, se « mette à table » le mois dernier.

Il y a loin pourtant de l'arrestation d'un homme au démantèlement de la Mafia et à la fin des protections dont elle dispose dans les milieux politiques. Justement, on peut observer que Ciancimino avait déjà été lâché par la Démocratie Chrétienne depuis quelque temps. De là à penser que cela aurait facilité son arrestation, il n'y a pas loin : sacrifié par ses pairs... pour faire la part du feu ?

Vincent GELAS

37 condamnés à mort en instance d'exécution

Deux cents condamnés à mort, parmi lesquels trente-sept se trouvent en instance d'exécution depuis que le Parlement a ratifié la sentence, voilà qui ne fait pas la Une des journaux. Pourtant cela se passe non loin d'ici, à l'autre bout de l'Europe, en Turquie.

Seulement, comme la Turquie appartient au « monde libre », gouvernements et médias occidentaux se taisent et surtout laissent faire.

Qui savait, ici, le 25 octobre, qu'un militant d'extrême-

gauche, Hidir Aslan, allait y être pendu dans une prison militaire ? Le gouvernement français, lui, le savait bien, mais comme il était en train de conclure un contrat de vente d'Airbus à la Turquie, c'est tout juste si la télévision française a parlé de cet assassinat.

Comme en passant, on nous a appris que la dictature du général Evren avait fait exécuter vingt-trois personnes — la plupart d'extrême-gauche — en quatre ans. Et puis on n'en a plus parlé, préférant recou-

vrir d'un voile de silence la réalité d'un régime qui emprisonne, torture, exécute dans l'indifférence complice des gouvernements occidentaux.

Mais il ne faut pas que cela continue. Il faut faire connaître ces nouveaux crimes que prépare la dictature turque. Il faut que se fasse entendre la voix de ceux que révolte ce régime qui prétend « rétablir la démocratie » à l'ombre des potences.

P.L.

L'affaire Flick : les négligences d'un comptable



« Rien dans les mains, rien dans les poches » a dit le chancelier allemand Kohl en retournant les poches de son veston devant les photographes, à la sortie de l'audience de la commission parlementaire chargée d'enquêter sur l'affaire des pots-de-vin versés par le groupe Flick aux hommes politiques ouest-allemands. Il faut dire qu'avec son mètre quatre-vingt-dix et ses cent kilos, le chef du gouvernement ouest-allemand a du coffre.

Mais où sont donc passés les 565 000 deutschemarks (environ 1,5 million de francs) qui figurent en face de son nom sur la liste de cadeaux retrouvée dans le journal intime du fondé de pouvoir du groupe Flick ? D'ailleurs M. Kohl ne connaissait pas ce von Brauchitsch, le fondé de pouvoir ; tout au plus l'avait-il rencontré à un anniversaire chez des amis. Et à vrai dire il ne se souvient que de 105 000 marks dans une petite enveloppe qu'il aurait transmise à son parti, tout en remerciant poliment, comme il se doit, le gentil bienfaiteur de la cause chrétienne-démocrate. Rien que du banal, dans tout cela.

On n'en saura peut-être pas beaucoup plus après les audiences de la commission d'enquête qui doivent suivre : celle du ministre des Affaires étrangères, M. Genscher, chef du Parti Libéral,

celle de M. Strauss, chef du Parti Chrétien-Social de Bavière... Et l'on commence à parler de mettre en place une réglementation permettant la « transparence » des hommes politiques et de leurs finances, par un accord entre tous les partis ouest-allemands, d'autant plus facile à obtenir que des dirigeants du Parti Social-Démocrate figurent aussi sur la petite liste du comptable de Flick. Car l'argent n'a pas de couleur, c'est bien connu, et le groupe Flick tient tant à bénéficier d'exonérations fiscales qu'à chaque course électorale, en gagnant, il joue toujours un champ complet.

Mais voilà que des journaux espagnols et allemands commencent à raconter également que, par l'intermédiaire du SPD allemand, le Parti Socialiste Espagnol aurait reçu aussi une petite enveloppe de Flick avant les élections qui ont porté Felipe Gonzalez au pouvoir.

Alors non, ça commence à bien faire ! Il faut en finir avec ces ragots. Les hommes politiques sont des gens sérieux. Et comment voulez-vous qu'ils s'intéressent comme il se doit aux affaires publiques s'ils sont sans cesse dérangés parce qu'un vulgaire comptable de pacotille a la négligence de laisser traîner des listes de noms ?

O.B.

Grande-Bretagne

Vague de grèves dans l'automobile

Au début du mois de septembre, un rapport publié sous l'égide de l'association des patrons de l'automobile se fé-

licitait du fait qu'au cours des quatre années écoulées les mouvements de grève avaient diminué de plus de 60 % dans ce secteur de l'industrie.

Eh bien, il semble que les patrons de l'automobile vont devoir déchanter. En effet, le 1^{er} novembre, les 7 000 ouvriers de la firme Jaguar — le plus beau fleuron de l'automobile britannique, récemment cédé au secteur privé par le gouvernement Thatcher — se sont mis en grève. Le 5 novembre, ils ont été rejoints par les 28.000 ouvriers d'Austin-Rover, le secteur véhicules de tourisme du trust nationalisé British Leyland. Et le lendemain, des assemblées ont commencé à se tenir dans les différentes usines Ford du pays (qui emploient 40.000 ouvriers), en

vue d'une éventuelle grève illimitée.

Ces mouvements sont la riposte des travailleurs aux propositions salariales du patronat et du gouvernement : 15 % d'augmentation sur deux ans chez Jaguar, 10 % sur deux ans à Austin-Rover, et 5 % cette année chez Ford, c'est-à-dire à peu de choses près l'équivalent de l'inflation officielle.

Or cela fait quatre ans que les travailleurs de l'automobile se voient imposer de sacrifier niveau de vie, emploi et conditions de travail aux soi-disant impératifs de la compétitivité. Et c'est ainsi que les dirigeants d'Austin-Rover, par exemple, peuvent aujourd'hui se vanter d'avoir réussi à augmenter la productivité de 200 % au cours

de cette période, alors que dans le même temps les effectifs ont diminué de 48 % !

Pendant toute cette période, la menace du chômage a lourdement pesé sur les travailleurs de l'automobile. Et, en dehors de quelques mouvements limités contre des suppressions d'emplois ou d'avantages acquis, le patronat a pu mener sa politique sans rencontrer trop d'oppositions.

Alors, les choses sont-elles en train de changer ? Les travailleurs de l'automobile sont-ils en train de reprendre confiance, à la faveur du climat social actuel et devant l'incapacité évidente du gouvernement à venir à bout de la grève des mineurs ? C'est difficile à dire. Mais ce qui est sûr, c'est que déjà ils ont marqué des

points. C'est ainsi que, le 25 octobre, les 15.000 ouvriers de Vauxhall, la filiale britannique de General Motors, ont repris le travail sur un succès après 15 jours de grève : au lieu des 6 % proposés pour mai 1985, ils ont obtenu une augmentation de 11 % environ dès maintenant. Et ce succès n'est certainement pas étranger au déclenchement des mouvements chez Jaguar et Austin-Rover.

Pourtant, aucun des mouvements de l'automobile n'a reçu jusqu'à présent le soutien officiel des syndicats nationaux. Des dirigeants nationaux du syndicat des mécanos et du syndicat des électriciens, entre autres, les ont même ouvertement désavoués.

Il reste que, si les ouvriers de Vauxhall ont été capables de faire reculer le trust General Motors, s'ils ont su se faire entendre en bloquant non seulement la production mais aussi les importations du trust dans les ports avec l'aide des dockers, et cela malgré les réticences voire l'hostilité de leurs dirigeants syndicaux, les grévistes de Jaguar et d'Austin-Rover peuvent eux aussi en faire autant.

François ROULEAU



Pologne

Jaruzelski a peur de la colère de son peuple

Ils étaient, selon les journalistes, plusieurs centaines de milliers à s'être massés autour de l'église Saint-Stanislas de Varsovie pour l'enterrement du père Popieluszko, le samedi 3 novembre. C'était, paraît-il, le plus grand rassemblement depuis la visite du pape Jean-Paul II. Des délégations étaient venues de tous les coins du pays et on a vu resurgir les banderoles et les emblèmes de Solidarité.

Pendant toute cette journée, la police semblait avoir disparu de la ville et c'est l'Eglise qui se chargeait du service d'ordre. Après la cérémonie, les manifestants ont bien rencontré des miliciens mais ceux-ci se sont bien gardés d'intervenir.

Manifestement Jaruzelski a tout fait pour ne pas provoquer la colère de la population. Il est caractéristique que les autorités n'aient pas osé annoncer avant la cérémonie que le père Popieluszko avait été atrocement torturé ; pourtant, le cadavre qui avait été découvert

le mardi 30 octobre en portait ouvertement les traces. Et c'est aussi dans un désir d'apaisement que quatre officiers de la police politique ont été arrêtés et inculpés.

Et oui, Jaruzelski redoutait les réactions de la population polonaise. Mais il n'y a pas que lui qui ait peur. Car les dirigeants de Solidarité et l'Eglise aussi ont multiplié les appels au calme et les invitations au dialogue. C'est ainsi que le cardinal Glemp, primat de Pologne, a déclaré lors de l'enterrement : « Le sacrifice du père Jerzy était peut-être nécessaire pour que les Polonais ne se rencontrent plus autour du cercueil d'un martyr, mais autour d'une table, pour un véritable dialogue que l'Eglise a toujours souhaité et encouragé ».

Mais de quel dialogue peut-il s'agir, entre des oppresseurs et des opprimés ? Entre les bureaucrates et les militaires d'un côté et les travailleurs de l'autre ? Entre les assassins et les victimes ?



En tout cas, il n'a pas fallu longtemps aux autorités polonaises pour se rassurer. Dès le mardi 6 novembre, trois jours seulement après l'enterrement, le Bureau politique du Parti Ouvrier Polonais faisait savoir

qu'il « recommandait à Jaruzelski de prendre en charge le contrôle du ministère de l'Intérieur » et dénonçait « ceux qui exploitent avec cynisme le drame de la mort d'un homme ! » Joëlle GERARD

URSS

La fille de Staline de retour au bercail

Le retour en URSS de Svetlana Alliloueva Staline, la fille du « petit père des peuples » a été presque aussi discret en Occident qu'il l'a été à Moscou. Il est vrai qu'il est rare qu'on reparte du monde dit libre pour retourner à l'Est ; voilà qui va à l'encontre de toutes les idées reçues.

En fait, si Svetlana Staline est revenue en URSS, après 17 ans d'exil volontaire aux USA puis en Grande-Bretagne, il semble que ce soit pour des raisons purement familiales : presque tous ses enfants et petits-enfants s'y trouvent et plus rien apparemment ne la retient à l'Ouest en ce domaine. Quant aux raisons qui lui avaient fait fuir l'URSS, essentiellement le manque de liberté, il faut croire que de ce point de vue son séjour américain l'a convaincue que dans le fond ce n'est guère mieux de ce côté du rideau de fer. C'est une façon comme une autre de renier ses premiers livres, dans lesquels elle encensait l'Amérique, histoire de payer son droit d'entrée...

Les autorités soviétiques ont dû trouver que son retour était plutôt avantageux, puisqu'elles lui ont rendu la citoyenneté soviétique (ainsi qu'à sa dernière fille). C'est peut-être aussi une façon discrète de réhabiliter Staline, par l'intermédiaire de sa fille. En ces périodes de tension internationale, cela peut toujours servir...

A.L.

Yougoslavie

Procès contre des intellectuels contestataires

Le 5 novembre s'est ouvert à Belgrade le procès de cinq intellectuels yougoslaves, coupables aux yeux des autorités de vouloir « créer un groupe dans le but de mener des activités hostiles » et de « constituer un danger contre-révolutionnaire pour l'ordre social ». Des accusations qui, on le voit, ne brillent ni par leur précision, ni par leur originalité.

Ce que reproche le régime yougoslave aux cinq accusés

est, en fait, d'avoir participé à des « universités libres », des réunions regroupant plusieurs dizaines de personnes, au cours desquelles toutes les questions sont débattues librement... ce qui n'est évidemment pas pour plaire aux autorités en poste à Belgrade.

Pourtant, il n'est pas dit que les autorités yougoslaves parviennent à réduire les intellectuels contestataires au silence. Arrêtés en avril dernier, ils ont

obtenu leur mise en liberté provisoire après que trois d'entre eux ont fait une grève de la faim de 42 jours et grâce aux protestations venues de Yougoslavie même et de l'étranger. L'un des accusés est en effet connu depuis longtemps. Il fut l'un des dirigeants de la contestation étudiante yougoslave en 1968 et il a depuis lors effectué plusieurs séjours en prison pour avoir réclamé le droit de s'exprimer. D'ailleurs, la façon

dont s'est ouvert le procès témoigne à elle seule de ce que la partie n'est pas gagnée pour le pouvoir. Cent personnes se pressaient dans la salle du tribunal et une centaine d'autres réclamaient à l'extérieur, une salle d'audience plus grande.

L'un des accusés a distribué sa déclaration aux journalistes : du jamais vu, selon le correspondant du Monde, lors d'un procès politique en Yougoslavie... M.R.

Bilan et absence de perspectives

Le projet de résolution adopté par le Comité central du Parti Communiste pour son 25^e congrès de février prochain, et publié par *L'Humanité* du 2 novembre, se devait de tirer le bilan du départ des ministres communistes du gouvernement.

Du point de vue de la politique menée par ce gouvernement, le projet de résolution n'entretient pas d'ambiguïté.

D'entrée de jeu, il explique que « le pouvoir issu des élections de 1981 n'a pas répondu à l'attente de ceux qui l'avaient élu ». Et la suite du projet ne ménage pas les critiques sur l'action de ce gouvernement et du Parti Socialiste concluant « En définitive, le Parti Socialiste a réorienté la politique gouvernementale dans le sens voulu par les forces du capital ! ».

Quant au PCF lui-même qui, après tout, a cautionné pendant trois ans cette politique par sa présence au gouvernement, il n'est pas sans responsabilité, puisque le projet de résolution relève, hypocritement, que « l'écho fait par les communistes au développement du mécontentement contre la politique du gouvernement Mauroy aurait dû être mieux et plus rapidement perçu par le Comité central du parti ». Hypocritement car, excepté pour des sourds — et il n'y a pas pire sourd que celui qui ne veut pas entendre —, ce mécontentement était évident et, surtout, prévisible !

Mais ce que le projet de résolution présente comme nouveau, ce ne sont pas ces autocritiques de circonstance — il était difficile pour la direction du PCF d'afficher la satisfaction de soi devant la perte de la moitié des électeurs communistes — mais la prétendue remise en cause d'aspects importants de la politique suivie par le PCF depuis le milieu des années cinquante : « C'est une période de la vie politique française qui s'achève. Pas seulement celle des trois années écoulées depuis 1981, mais celle beaucoup plus longue — d'un quart de siècle — où se sont progressivement construits, autour de l'idée d'un programme commun de gouvernement, le projet, puis la victoire d'un gouvernement de gauche. » « Pouvions-nous éviter les difficultés, alors que nous avions ancré durant tant d'années dans les consciences qu'un programme commun et un gouvernement de gauche avec des ministres communistes résoudraient les problèmes des gens et du pays — ce qui n'a, en définitive, pas été le cas ? ».

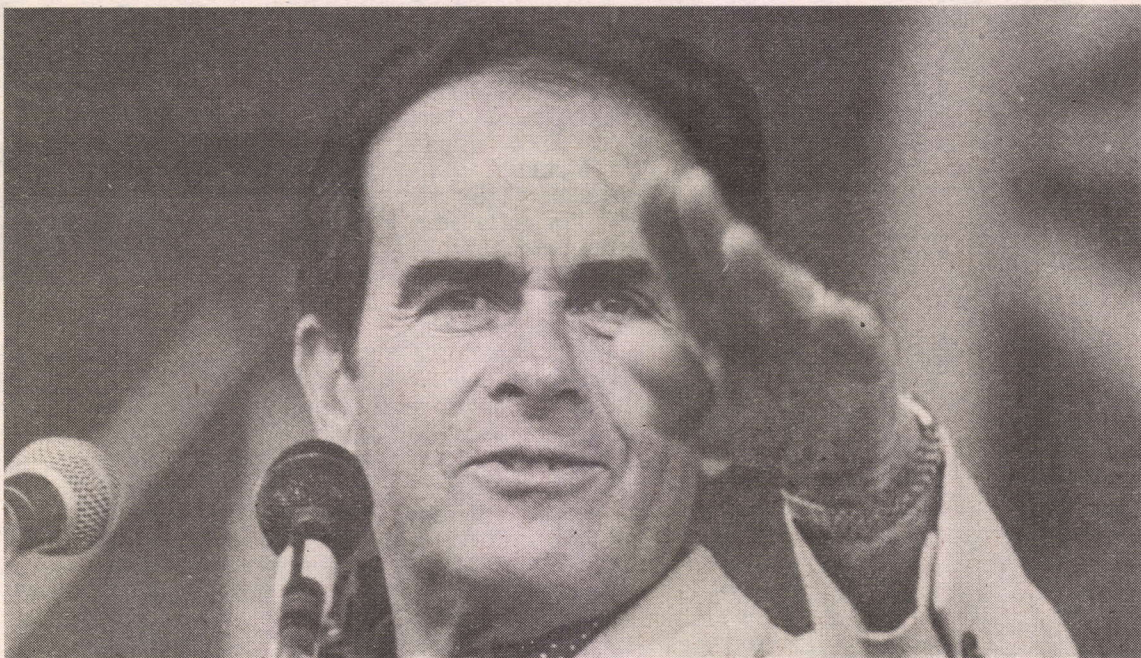
Quant aux relations qu'entretenait le PCF avec les travailleurs, elles sont résumées ainsi dans le projet de résolution : « Le mouvement social a été limité à un rôle d'instrument de pression en direction du sommet, pour aider à la conclusion du programme d'abord, pour soutenir celui-ci après ». « Nous repoussons la conception ancienne qui transforme en simples fantassins les forces les plus diverses qui se rassemblent dans un mouvement dont la direction est exercée ailleurs. Une conception qui cantonne le mouvement populaire dans un simple rôle d'instrument de pression avant l'accord pour en permettre la conclusion, et de soutien après l'accord pour en favoriser l'application. » Et, en effet, on ne peut mieux caractériser le rôle que le Parti Communiste a toujours assigné à la classe ouvrière depuis que les stalinien le dirigent.

On pourrait croire, après cette analyse, que le projet de résolution va proposer une autre politique. Mais non. Certes il n'est plus question d'accord au sommet — du moins en préalable — mais il est toujours question d'un rassemblement large et démocratique, dont les contours et le contenu sont pour le moins confus.

Il s'agit de construire un « nouveau rassemblement populaire majoritaire » : « Pour aller dans cette voie, nous décidons de proposer au pays et de placer au centre de notre action la construction d'une union plus large, plus solide, plus durable, plus consciente que ce qui a été réalisé dans le passé, une union capable de mener à bien les transformations dont la France a besoin. Le nouveau rassemblement populaire majoritaire, c'est cela. »

A ce mouvement, la direction assigne des objectifs qui ont toujours constitué les thèmes de la propagande officielle du PCF : améliorer le niveau de vie, élever la formation, l'égalité des femmes, ouvrir à la jeunesse toute sa place dans la société, les libertés, bâtir un monde sans armes et sans guerres. Mais, autant le projet de résolution s'étend sur ces objectifs (presque deux pages sur douze), autant il reste discret sur les moyens « nouveaux » que le rassemblement populaire majoritaire ouvrirait pour la réalisation de ces objectifs.

Deux paragraphes seulement sont consacrés à cette question, et encore sont-ils bien vagues : « En France, à notre époque, la marche au socialisme se fera sous l'impulsion d'un mouvement populaire majo-



La nouvelle voie tracée par la direction du PCF n'offre guère plus de perspectives à ses militants.

ritaire élargissant systématiquement par la lutte les conquêtes et les positions démocratiques, la volonté majoritaire trouvant à chaque étape son expression dans le suffrage universel. » « La voie démocratique qui convient à notre pays, si elle doit comporter nécessairement l'exercice du suffrage universel, la conquête démocratique de la direction de l'Etat, est fondamentalement la voie de la lutte de classe permanente, multiforme, des forces de progrès contre les forces de domination du capital. »

Autant dire que le PCF n'a d'autre perspective qu'électorale. C'est le refrain de la « voie pacifique et démocratique » vers le

socialisme grâce à une « démocratie avancée » donc... grâce à l'alliance avec le Parti Socialiste.

Il n'y a pas de miracle : pour parvenir par la voie électorale au gouvernement, le PCF a besoin d'alliance. L'alliance avec le PS lui a coûté depuis 1972 bon nombre d'électeurs ; la participation au gouvernement lui en a fait perdre d'autres ; mais, ayant renoncé depuis belle lurette à toute perspective révolutionnaire, le PCF est condamné à subir l'alliance avec les socialistes... pour pouvoir espérer un jour participer au gouvernement de la bourgeoisie.

Son retournement actuel est, lui, bien dicté par des

motivations électorales. Mais, comme de toute façon la période qui s'ouvre pour le PCF comme pour la gauche, risque d'être à nouveau celle d'une longue opposition, les dirigeants communistes, en insistant sur le « rassemblement à la base » et les luttes de classe nécessaires, s'efforcent de reprendre en main et les militants et les électeurs. La détermination dans les luttes actuelles dont le PCF et la CGT font preuve — surtout si elle dépasse le niveau de combativité de la classe ouvrière elle-même — est destiné à masquer l'absence totale et durable de perspectives politiques. Jean-Jacques FRANQUIER

Le Souvarine communiste était mort depuis longtemps

Le 1^{er} novembre, mourait Boris Souvarine, à 89 ans. La presse a signalé à cette occasion que venait de disparaître un des derniers dirigeants de l'Internationale Communiste de la période où celle-ci était notamment dirigée par Lénine et Trotsky.

Pourtant, celui qui était devenu un « spécialiste de l'URSS », selon la presse, le Souvarine qui vient de mourir, n'avait plus rien à voir, quant à ses idées, avec le jeune militant pacifiste qui, après avoir été enthousiasmé par la Révolution d'Octobre, rallia l'Internationale Communiste et participa à la fondation de sa section française.

Elu membre du Comité directeur du jeune Parti Communiste, juste après le Congrès de Tours en 1920, alors qu'il se trouvait en prison pour « complot contre la sûreté de l'Etat », Souvarine siégea ensuite de 1921 à 1924 à la direction de l'Internationale Communiste en tant que représentant de sa section française.

Exclu de cet organisme au

début 1924, pour y avoir soutenu les thèses de Trotsky contre celles de Staline, il allait, quelques mois plus tard, être exclu du PCF, comme d'autres militants communistes suspects d'avoir des sympathies pour le combat de l'Opposition de Gauche en Union Soviétique.

Pendant quelques années, il milita encore en France dans les rangs des communistes oppositionnels partisans de Léon Trotsky. Mais comme bien d'autres qui, en Occident, s'étaient enthousiasmés pour une révolution victorieuse et y avaient adhéré en idée sans être jamais passés, comme les trotskystes russes, par l'école du bolchévisme, Souvarine ne résista pas longtemps au recul de la révolution. Et la réaction stalinienne le vit, avec d'autres, refluer sur des positions encore plus éloignées du bolchévisme et de la révolution que celles qu'ils avaient avant 1917.

En juillet 1929, dans une réponse à une lettre de Souvarine, Trotsky écrivait :

« Cette réflexion qui est le couronnement de votre lettre : « Il faut se taire et attendre » (signifie) que l'on est en train de changer de fusil d'épaule. Je suis sûr que demain vous ne vous taisez pas. Vous passerez de l'autre côté de la barricade. Théoriquement, vous y êtes déjà ».

Effectivement, pendant plus d'un demi-siècle, Souvarine allait continuer de se faire entendre dans différentes publications, notamment pendant plusieurs dizaines d'années dans Est-Ouest, un « bimensuel voué à l'anti-communisme », comme le caractérise le journal Le Monde dans un article nécrologique par ailleurs fort favorable à ce qu'était devenu Souvarine.

Passé « de l'autre côté de la barricade », ce Souvarine qui vient de mourir n'était déjà depuis bien longtemps, comme l'écrivait Trotsky en août 1939, qu'un « ex-pacifiste, ex-communiste, ex-trotskyiste, ex-communiste démocrate, ex-marxiste, (...) ex-Souvarine, dirait-on presque ».

Pierre LAFITTE

Maire très souple devant le patronat

Dans deux articles publiés la semaine dernière par le quotidien *Le Monde*, Edmond Maire, le secrétaire général de la CFDT, se prononce en faveur de la « flexibilité de l'emploi », au sujet de laquelle des négociations sont actuellement engagées entre le patronat et les confédérations syndicales.

Il s'agit, dans l'esprit des patrons, de supprimer les quelques dispositions légales qui, selon eux, les empêcheraient de licencier autant et aussi vite qu'ils le voudraient. A en croire le CNPF, cette crainte des difficultés à licencier dissuaderait nombre de patrons... d'embaucher ! En fait, le patronat voudrait se défaire de pans entiers de la législation du travail concernant le contrat de travail et sa rupture, les qualifications, le lieu du travail, les horaires, etc.

C'est précisément le moment où les patrons réclament cette fameuse « flexibilité » que choisit Edmond Maire pour... la réclamer avec eux. Parce que, quelles que soient les précautions de langage qu'il prend pour se démarquer du patronat, quelles que soient aussi les justifications qu'il donne, et même s'il se réfugie derrière un vocabulaire économique-technocratique-confus, c'est bien à cela que reviennent les propositions du leader de la CFDT. A l'en croire, il s'agirait de déjouer le « piège redoutable » tendu par le patronat... en acceptant ses propositions quelque peu aménagées. Quand le patronat réclame de lever les garanties conférées par le contrat de travail, Edmond Maire demande, lui, « une concep-



Maire soutient les exigences du patronat

tion dynamique du contrat de travail». Les patrons veulent la « flexibilité de l'emploi » ? La CFDT réclame « une conception dynamique de la flexibilité ». Quant au contenu des propositions de Maire, même s'il reste bien obscur, ce qu'on peut en deviner n'est guère rassurant pour les travailleurs. C'est ainsi que, pour justifier son acceptation de la flexibilité, Edmond Maire rappelle que la CFDT a été « amenée à comprendre la nécessité de contrats à durée déterminée, ou encore du travail intérimaire », de même qu'elle « a revendiqué et signé un accord pour des contrats de travail spécifiques aux jeunes en alternance ».

Finalement, ce que propose la CFDT n'est rien d'autre que ce qu'elle a accepté par le passé sur le travail intérimaire, les contrats à durée déterminée ou les stages pour les jeunes : en passer par les condi-

tions du patronat, moyennant quelques aménagements et quelques garanties pour les travailleurs et, surtout, de réels avantages pour les bureaucraties syndicales. En effet, l'essentiel des contreparties réclamées par Maire en échange de son acceptation de la flexibilité se limite à des « instances de recours (pour les employés des petites entreprises), délégués inter-entreprises, droits sociaux mutualisés ».

Quand Maire affirme pompeusement « qu'à la métamorphose des productions et des activités économiques doit correspondre une métamorphose des conditions de production », il veut dire, plus simplement, qu'il est prêt à brader une partie de la législation sociale et des quelques protections dont bénéficient les travailleurs pour un plat de lentilles... pour les syndicats !

Michel RITTER

Près d'un million de chômeurs privés d'allocations

Selon les chiffres que vient de rendre publics l'UNEDIC, plus de 965 000 chômeurs ne touchent aucune indemnité, c'est-à-dire quatre chômeurs sur dix. 55 % sont des jeunes de moins de 25 ans et l'UNEDIC estime que 46 % des femmes au chômage n'ont droit à rien, ainsi que 35 % des hommes.

Les jeunes et les femmes sont en effet les plus touchés. Sur dix femmes de moins de 25 ans qui cherchent du travail, six ne perçoivent pas un sou.

Les chiffres publiés sont parlants mais ils n'éclairent que partiellement la réalité, car ils ne comptabilisent pas les chômeurs qui ont perdu tout espoir de trouver du travail et qui ne se sont même plus inscrits à l'ANPE.

Bien sûr, beaucoup de ces chômeurs ne sont pas complètement démunis, en particulier beaucoup de jeunes sont aidés par leur famille, mais c'est alors le niveau de vie de toute la famille qui baisse. Quant aux chômeurs qui sont iso-

lés, ils ne peuvent compter que sur la charité publique et sur les bonnes œuvres.

Après avoir, des années durant, fait le black-out sur cette question, l'UNEDIC est bien obligée aujourd'hui de reconnaître l'augmentation du « chômage » non indemnisé. D'autant que le gouvernement semble trouver intérêt maintenant à montrer aussi cette misère, pour faire accepter, au nom de la « solidarité », de nouveaux sacrifices aux travailleurs qui ont encore des ressources régulières.

Joëlle GÉRARD

Une enquête sur les revenus des patrons

Toujours plus pour les nantis !

95 000 F par mois pour un P-DG, 87 000 F pour les membres de son état-major : voici le salaire moyen des dirigeants de sociétés tel qu'il ressort d'une enquête effectuée par le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts).

Commandée par Barre alors qu'il était Premier ministre, cette étude est fondée sur des documents fiscaux de 1977 actualisés en 1983. C'est dire qu'elle ne prend en compte que les revenus officiellement déclarés par des dirigeants de sociétés qui, évidemment, ne disposent pas que de leur seul salaire, aussi confortable soit-il. Par ailleurs, le CERC englobe sous une même appellation de « dirigeant de société » aussi bien des gens qui ne toucheraient que 8 500 F de salaire (cela concernerait un dixième des 400 000 « dirigeants de sociétés », avec sans doute une forte proportion de tout petits patrons à la limite de l'artisanat) que ce financier gagnant 142,5 millions de centimes chaque mois, dont le CERC dit que c'est « l'exemple le plus extraordinaire » qu'il connaisse.

Du coup, toutes catégories confondues, le salaire moyen de ces « dirigeants de sociétés » tournerait autour de 20 000 F nets de charges sociales, soit plus de trois fois ce que gagne la moyenne des salariés, l'écart passant même à dix fois le salaire moyen dans les entreprises de plus de 5 000 personnes.

Des avantages plus discrets

« Les avantages en nature représentent une part non négligeable des revenus des hauts salariés » et « on peut craindre que nos résultats sous-estiment la réalité » déclare le CERC. Seul un patron sur cinq déclare avoir droit à des avantages en nature, avantages représentant à peine 4 % de leur rémunération.

La voiture de fonction (avec ou sans chauffeur), essence payée, le logement de « fonction », l'utilisation personnelle des cartes de crédit de société, la disposition de personnel de service, les capitaux distribués aux dirigeants de société

sous forme d'actions gratuites, de contrats d'assurance vie, etc., quatre patrons sur cinq ignoraient que cela existe... A qui pourrait-on le faire croire, sinon justement au fisc dont les documents ont été utilisés par le CERC !

En fait, dans bien des entreprises, les patrons préfèrent, justement pour des raisons d'impôts, ne s'octroyer sous forme de salaire que des revenus (relativement) modestes, tandis qu'ils touchent au moins autant, et souvent plus, sous forme d'avantages fiscalement plus discrets.

Des sources de revenus variées

Plus de 20 % des patrons salariés s'arrangent aussi pour cumuler plusieurs salaires de dirigeants de sociétés. Et comme, en ces temps de crise, même un patron salarié (?) n'est pas sûr de son emploi, deux dirigeants de société sur trois disposent en outre de revenus qui ne dépendent pas de leur fonction mais de la possession d'actions, d'obligations

Les patrons ont même rencontré des salariés heureux...

Selon le CERC, si entre 1977 et 1983 les prix ont augmenté de 74 %, les salaires des dirigeants de société, eux, ont crû de 85 %.

Quand Gattaz dit que les salariés n'ont pas à se plaindre, il pense sans doute à des salariés-P-DG qu'il côtoie...

et autres capitaux spéculatifs.

Selon le CERC, pour la moyenne des 400 000 dirigeants de sociétés, cela leur procurerait des à-côtés de plus de 12 000 F par mois.

C'est une coïncidence, mais c'est aussi tout un symbole de ce qu'est cette société capitaliste : ces chiffres sur les revenus des patrons, P-DG et autres dirigeants de sociétés étaient publiés dans la presse le même jour qu'une autre information concernant, celle-là, les chômeurs : 41 % des chômeurs inscrits à l'ANPE ne toucheraient plus aucune indemnité.

Pierre LAFFITTE

Derrière les massacres inter-communautaires, les intérêts des possédants

L'assassinat de madame Gandhi par ses propres gardes du corps sikhs a provoqué dans les grandes villes de l'Inde, et en particulier à New Delhi, de véritables pogromes anti-Sikhs : des magasins, des quartiers incendiés, des hommes battus à mort, décapités, brûlés... Une violence qui a fait plusieurs milliers de morts

et que la police et l'armée ont, semble-t-il, volontairement laissée se perpétrer pendant plusieurs jours avant d'intervenir pour rétablir l'ordre.

Et ce ne serait d'ailleurs pas la première fois en Inde que la police laisserait se développer des affrontements intercommunautaires, quand ce n'est pas elle

qui en sous-main les provoque, tant ces affrontements, qui se multiplient ces dernières années en Inde, rendent service aux possédants, voire aux gouvernants du pays.

Car, de même que les Britanniques avaient utilisé pour mieux régner les vieilles divisions de religions et de castes de la société indienne (enrôlant en particulier dans son armée le peuple sikh pour en faire ses troupes de choc contre les autres peuples du sous-continent), les possédants indiens actuels ne cessent d'exploiter eux-mêmes ces divisions comme dérivatifs à la colère des masses opprimées.

L'Inde indépendante elle-même était née dans un bain de sang. La rivalité (savamment entretenue par la Grande-Bretagne) entre les deux grandes fractions rivales de la bourgeoisie indienne, l'hindoue et la musulmane, avait abouti à la partition du pays entre Inde et Pakistan.

Et si l'on assiste depuis une quinzaine d'années à la montée des mouvements nationalistes, des groupements sur la base des clivages religieux ou des clivages de castes, c'est parce que le développement de l'Inde depuis l'indépendance, loin d'avoir effacé ces survivances du passé, n'a fait qu'accroître les rivalités entre les diverses couches et castes de privilégiés, en même temps qu'il aggravait encore les inégalités sociales. De plus, ce

développement a mis en partie en concurrence, que ce soit sur le plan du commerce ou de l'agriculture pour les uns, du chômage et de la course pour l'emploi pour les autres, des couches sociales qui vivaient jusque-là d'activités relativement séparées. L'appauvrissement supplémentaire dû à la crise mondiale n'est probablement pas non plus étranger à la multiplication des affrontements intercommunautaires de ces dernières années.

Dans ces affrontements, d'ailleurs, dans ces émeutes, ce ne sont pas forcément les plus pauvres qui se révoltent. Le mouvement extrémiste sikh en est justement l'illustration : le Pendjab, région originaire des Sikhs, est devenu, avec l'Etat hindou voisin de l'Haryana, le grenier à blé de l'Inde. Le grand-prêtre du fondamentalisme sikh, le saint Bhandranwale, tué avec ses partisans dans le Temple d'Or en juin dernier, ainsi que le chef plus modéré de l'Eglise sikhe et du parti nationaliste Akali Dal sont tous deux issus de la caste des jats, caste de guerriers devenus propriétaires fonciers. Et les propriétaires du Pendjab revendiquaient une plus grande autonomie de leur province, tout en réclamant aussi une plus grande participation des finances fédérales au développement de leur agriculture et de leur industrie.

Les affrontements entre Assamais et immigrants originaires du Bengale en

Assam en avril 1983 avaient eu aussi pour point de départ les revendications d'une couche un peu privilégiée. Tout avait commencé par l'agitation des associations d'étudiants assamais qui, au nom de « l'Assam aux Assamais » protestaient contre la concurrence que leur faisaient dans la course aux emplois diplômés les fils d'immigrés bengalis qui commençaient à avoir accès aux études.

Plus semblables aux pogromes anti-Sikhs de ces derniers jours dans les grandes villes de l'Inde, les émeutes de Bombay en mai dernier, qui avaient opposé pendant près de deux semaines hindous et musulmans, avaient eu plus simplement le caractère de massacres entre pauvres. Mais ce que décrit à propos de ces émeutes un article rédigé par des militants indiens de la IV^{ème} Internationale dans la revue *Imprekor* de septembre dernier souligne le rôle que peuvent jouer dans de tels affrontements les organisations nationalistes et religieuses, voire les provocateurs de la police ou même du Parti du Congrès (I).

C'est une telle organisation, la Shiv Sena, qui avait, plusieurs semaines avant les événements, lancé une campagne anti-musulmane sur le thème : ces Musulmans, avec leurs quatre femmes et leurs vingt-cinq gosses, ruinent les Hindous. Et le 16 mai la Shiv Sena avait imposé un véritable couvre-feu dans un quartier à forte population musulmane de Bombay. La simultanéité des attaques menées dans la nuit du 17 au 18 mai contre les magasins et les maisons de plusieurs quartiers musulmans de Bombay et de sa banlieue montrait le caractère plus organisé que spontané du déclenchement des affrontements.

Quant à la police de Bombay, elle ne s'était pas seulement montrée passive



Massacre de Sikhs à New Delhi.

Derrière l'opulence de quelques-uns, la misère pour la plus grande partie de la population.



La démocratie indienne : le règne de la corruption

Inde, « la plus grande démocratie du monde », a-t-on dit. Et la plupart des journaux ont repris cette expression dans leur oraison funèbre pour Indira et leurs éloges de la dynastie des Nehru.

Et pourtant c'est de façon brutale, en réponse à sa politique de répression envers les extrémistes sikhs, qu'Indira Gandhi est morte.

C'était dans l'espoir de gagner, par un succès contre les Sikhs, des voix dans la population hindoue, qu'Indira Gandhi avait décidé en juin dernier de faire prendre d'assaut le Temple d'Or d'Amritsar.

Les derniers mois du règne d'Indira Gandhi

étaient d'ailleurs entièrement dominés par la préparation des élections prévues pour janvier 1985 et illustrent bien les mœurs du monde politique indien. Elle sentait son pouvoir menacé depuis les succès remportés par des partis régionalistes d'opposition aux élections régionales de plusieurs Etats.

Dans ce pays où ce sont les notables locaux, propriétaires fonciers, usuriers qui, tenant en leur entière dépendance les paysans misérables, font le vote, le résultat des élections n'est qu'une affaire de clientélisme où l'achat de notables, le contrôle des administrations fédérales et aussi locales jouent un

grand rôle.

C'est pourquoi Mme Gandhi tenait à se débarrasser des gouvernements régionaux dominés par ses opposants. Ainsi au mois d'août dernier elle s'était débarrassée du nouveau gouvernement du Jammu-et-Cachemire (un Etat à majorité musulmane du nord de l'Inde) où la majorité du Parlement était passée en juin 1983 entre les mains du gouvernement dirigé par le docteur Farouk Abdullah opposé au Parti du Congrès (I) le parti d'Indira. Après avoir tenté de renverser le Dr. Abdullah en faisant provoquer par ses partisans des manifestations violentes, elle fit acheter l'un après l'autre les députés de l'Assemblée de l'Etat

pendant les premiers jours d'émeutes. « A Cheetam Camp, à Tromblay, grand bidonville où habitent hindous et musulmans aussi bien que des chrétiens, (...) l'attaque est venue non pas de la part d'« éléments anti-sociaux », mais des prétendus gardiens de l'ordre eux-mêmes, c'est-à-dire de la police, écrit Imprecor. Le 27 mai, des policiers du commissariat de Tromblay sont en effet entrés dans le camp avec des soldats et ont tué au moins 15 personnes. Au moment de la fusillade, on a entendu des policiers crier des slogans de la Shiv Sena ». Quant au gouvernement, il s'était refusé à toute enquête sur le rôle de sa police, comme de bien entendu. Sans parler des requins du monde des affaires de Bombay qui avaient profité de l'aubaine : « Les entrepreneurs, toujours avides de nouveaux terrains à bâtir, ont organisé l'incendie de ces baraquements (des habitations de musulmans dans plusieurs quartiers pauvres de la ville) en utilisant les émeutes comme prétexte. Tout de suite après la démolition de ces baraques, ils ont d'ailleurs fait occuper les terrains avec l'appui de la police. »

Alors, en ce qui concerne les pogromes anti-sikhs qui se sont déroulés ces derniers jours dans les grandes villes de l'Inde, il est pour l'instant bien difficile de savoir d'ici, au travers de ce qu'a pu en décrire la presse, ce qu'il y a eu réellement derrière ces émeutes. Mais la version des masses pauvres hindoues adorant leur Indira martyre et se jetant dans un fanatisme quasi religieux sur les iconoclastes sikhs, sur ces « privilégiés », petits commerçants, chauffeurs de taxis ou chômeurs barbus rendus tous coupables de l'assassinat de la « petite mère des pauvres », est probablement fort loin d'être la seule explication.

L'œuvre du régime d'Indira Gandhi : le développement des affaires et de la misère

Indira Gandhi disait vouloir « chasser la pauvreté ». Mais après près de 20 ans de règne (de 1966 à 1984, avec une simple interruption de 3 ans entre 1977 et 1980, où elle fut évincée du pouvoir par une coalition éphémère de ses adversaires), Indira Gandhi laisse une Inde perpétuellement au bord de la famine, où règne toujours le régime des castes, dont la plus basse, les intouchables, même s'ils ont été baptisés Harijans, c'est-à-dire « fils de dieu » par le père spirituel de l'indépendance, le Mahatma Gandhi, sont toujours des parias parmi ce peuple de parias.

Certes l'Inde a changé depuis l'indépendance : elle a connu un relatif développement industriel, qui en fait même une terre d'attrait pour les capitaux occidentaux qui peuvent y escompter, dit-on, un taux de profit estimé aujourd'hui à 20 % par an. L'agriculture elle-même dans certaines régions, notamment dans le pays des Sikhs, le Pendjab, a connu des progrès considérables.

Mais la misère n'en a pas été diminuée pour autant. Les riches sont devenus seulement plus riches, et les pauvres plus pauvres. Les paysans ruinés viennent par centaines de milliers s'entasser dans les immenses bidonvilles qui entourent les grands centres : Calcutta est passé de 5,5 millions d'habitants en 1960 à 9 millions aujourd'hui, Bombay de 4 millions à 8 millions. Et ces villes pourraient toutes deux approcher les 20 millions en l'an 2000. Dehli et passée elle de 2,3 millions en 1960 à 5,2 millions... La population pauvre s'entasse dans des

bidonvilles de huttes, en bambous, feuilles de cocotiers ou toiles de jute, à une dizaine dans des réduits de 3 mètres sur trois. Chacune des grosses villes de l'Inde a aussi ses milliers de sans-abri, qui dorment allongés côte-à-côte sur les trottoirs. Ils seraient plus de 100 000 dans les rues de Bombay, près de 200 000 dans celles de Calcutta.

LE SOCIALISME D'INDIRA : RENOVER LE VISAGE DE L'OPPRESSION

Lorsqu'elle accéda au poste de Premier ministre en 1966, deux ans après la mort de son père Nehru, le parti qui, sous la direction du Mahatma Gandhi et de Nehru, était arrivé au pouvoir à l'indépendance en 1947 était en perte de vitesse. Les élections de 1967 furent pour le Parti du Congrès une défaite. Il perdit près d'un quart de ses sièges, n'ayant plus qu'une faible majorité à l'Assemblée. La répression des révoltes de paysans, qui avaient cru que l'indépendance allait leur donner la terre et qui avaient commencé à les prendre, comme dans la province du Talengana, le règne sans partage d'une poignée d'hommes d'affaires et de grands propriétaires fonciers, le maintien des privilèges des Maharadjas, commençaient à déconsidérer le parti de l'indépendance. Et la seule chose qui permit alors à la nouvelle maîtresse de l'Inde de se faire une réputation de « femme de gauche », voire même de « socialisante », fut qu'elle comprit la nécessité de ravalier la façade du régime, opération qu'elle entreprit d'ailleurs en s'appuyant sur le Parti Communiste Indien pro-moscouitaire, quitte à éliminer de la direction du Parti du Congrès un certain nombre de ses vieux leaders trop hostiles à toute réforme.

DÉVELOPPER LA BOURGEOISIE, RÉPRIMER LES PAYSANS

Sa première grande mesure, qui provoqua quelques mois plus tard la scission du Parti du Congrès, fut le décret du 19 juillet 1969 sur la nationalisation des quatorze grandes banques du pays. Une mesure qui déplut aux vieux leaders du Congrès, mais suscita l'enthousiasme de toute la bourgeoisie moyenne des villes et des campagnes à laquelle le but de cette réforme financière était d'offrir, sous l'égide de l'Etat, des crédits avantageux. Le gouvernement annonçait l'ouverture de 600 nouveaux guichets bancaires, dont la moitié à la campagne, où jusque-là la banque était ignorée. Il s'agissait avant tout d'aider à une certaine modernisation du pays en aidant les commerçants aisés et petits patrons des villes, les gros et moyens propriétaires fonciers à la campagne, à développer

leurs entreprises. Ces couches sociales devinrent les plus fidèles soutiens du régime.

Mais en même temps qu'elle favorisait le développement de la bourgeoisie indienne, Indira Gandhi envoyait plus de 150 000 hommes, policiers et militaires, épaulés par 200 000 hommes de main des grands propriétaires et industriels, réprimer au nord du Bengale la révolte des paysans qui depuis 1967, dans la région de Naxala, créaient des zones libres, se partageaient les terres des grands propriétaires fonciers. La répression de la révolte naxaliste, terminée en 1970, fit des milliers de morts : paysans arrêtés et exécutés pour le moindre soupçon de sympathie avec les Naxalistes. La même année, 50 000 paysans étaient arrêtés dans l'Etat du Kerala (au sud-ouest de l'Inde) à la suite d'un autre mouvement d'occupation de terres.

DES VIEUX PRIVILEGES AUX NOUVEAUX

En septembre 1970, le nouveau président de l'Union Indienne, dont Indira Gandhi avait assuré l'élection, proclamait solennellement une nouvelle mesure destinée à rendre populaire le régime : l'abolition des privilèges des anciens princes, les quelque 300 Maharadjahs et Radjahs qui depuis l'indépendance touchaient une rente de l'Etat et jouissaient de l'immunité et d'exemption d'impôts. En même temps que le nouveau Parti du Congrès proclamait, pour sa campagne électorale de 1971, qu'il allait « poursuivre la marche vers le socialisme », il ajoutait qu'il « fallait en finir avec les fauteurs de troubles » et rassurait les possédants en déclarant : « Le Congrès veut être clair : il n'a pas l'intention d'abolir l'institution de la propriété privée (...). Mais le Congrès a pour vocation d'empêcher que les exploitations individuelles et les propriétés dépassent les limites du raisonnable ».

Et la suite prouva que, pour le nouveau Congrès, comme pour l'ancien, les limites du raisonnable en matière d'exploitation étaient somme toute assez larges.

CLASSE OUVRIERE OPPRIMÉE

Aujourd'hui, dans le secteur public et les grandes industries de l'Inde, où travaillent 20 millions d'Indiens, les salaires sont de 400 à 800 roupies par mois (soit environ 300 à 600 F), ce qui est déjà misérable, et la majorité des ouvriers indiens qui travaillent dans la petite industrie ou à domicile sont encore plus mal payés. Par exemple ceux qui travaillent à la fabrication des allumettes touchent des salaires qui tournent autour de 1 000 F par an. Sans parler de ceux qui n'ont qu'un travail intermittent. Le Monde Diplomatique décrit en

ces termes les conditions des travailleurs journaliers, les « déharis » : « En cas d'accident, le déhari blessé n'a même pas le droit aux premiers soins. De retour vers sa masure délabrée, il sera à peine surpris si les autorités municipales, soucieuses de l'hygiène publique, ont rasé son bidonville ».

La grève des 250 000 ouvriers des industries textiles de Bombay, débutée en janvier 1982, dura plus d'un an et ils eurent en face d'eux non seulement les patrons du textile, mais aussi les troupes de la « dame de fer » de l'Inde. Les militants furent arrêtés, battus. En octobre, des milliers d'ouvriers d'autres secteurs décidèrent de se faire arrêter volontairement, par solidarité avec ceux du textile emprisonnés. La police n'ayant pas la place d'embarquer tout le monde, les manifestants étaient battus sur place. Si les ouvriers de Bombay reprenaient les méthodes d'arrestations volontaires massives employées par le Parti du Congrès avant l'indépendance, les troupes du Parti du Congrès maintenant au pouvoir reprenaient, elles, celles de l'armée britannique.

PAYSANS ECRASES

Et les paysans indiens sont encore plus mal lotis que leurs frères des villes. Car la « révolution verte » entreprise au milieu des années 1960, avec l'introduction en Inde de semences de blé et de riz à haut rendement, a profité exclusivement aux paysans aisés. Pour ces cultures, il fallait une bonne irrigation, des engrais, des pesticides, qu'aucun paysan pauvre ne pouvait se payer. D'autant plus que les aides financières accordées par la Banque Mondiale et les experts internationaux ainsi que les prêts de l'Etat à taux modique étaient exclusivement réservés aux exploitations considérées comme rentables, c'est-à-dire aux paysans aisés, et plus particulièrement encore à ceux des régions agricoles les plus riches.

En 1960, 40 % des paysans avaient moins d'un hectare (ce qui est considéré comme le minimum pour assurer en Inde la survie d'une famille). Ils sont aujourd'hui 50 %. Dans le même temps, le nombre d'ouvriers agricoles et de paysans sans terre a doublé, alors qu'à l'autre bout de l'échelle 4 % des propriétaires se partagent à eux seuls plus du tiers des terres cultivées. Si le paysan aisé bénéficie des prêts des banques, le paysan pauvre est toujours, lui, entre les mains de l'usurier. Dans son livre *Paysans écrasés, terres massacrées* datant de 1978, René Dumont citait des exemples de prêts usuraires au taux de 100 % par mois, et même la survivance du servage pour dettes.

Sur cette misère, les possédants, eux, règnent par la corruption, en entretenant des milices privées contre les paysans pauvres, en exploitant à leur service les divisions de castes et de religions pour opposer les uns aux autres les opprimés de l'Inde, et avec comme dernier recours une armée forte de plus d'un million d'hommes, une armée qui ne possède pas d'équipement anti-émeute parce qu'en cas de troubles sociaux elle ne s'embarrasse ni de boucliers, ni de matraques : elle tire à vue, tout simplement.

de la violence

(d'après l'Economist du 31 mars dernier, le prix d'achat d'un vote de député tournait autour de 30 000 dollars). Si bien que, début août, c'est l'assemblée du Jammu-et-Cachemire qui destituait elle-même celui qu'elle avait élu à la tête du gouvernement un an plus tôt. La police fit le reste du travail en réprimant les manifestations qui s'ensuivirent dans la capitale de l'Etat, faisant 6 morts parmi les manifestants.

Mais la maîtresse de l'Inde avait eu il est vrai moins de chance contre l'acteur de cinéma populaire, Rama Rao, dont le parti avait battu le Parti du Congrès (I) dans l'Etat d'Andrah Pradesh, dans le

sud-est de l'Inde : les violentes manifestations au cours desquelles les forces de répression firent plusieurs dizaines de morts puis la grève générale décrétée dans l'Andrah Pradesh et dans les Etats voisins obligèrent le gouvernement de Mme Gandhi à rétablir le 16 septembre dans ses fonctions le chef de l'Etat qu'elle avait fait destituer un mois plus tôt jour pour jour.

Telles sont les méthodes par lesquelles Indira Gandhi régnait sur l'Inde, et pour lesquelles les « campagnes contre la corruption » de son fils et bras droit Rajiv, baptisé « Mister Clean » (Monsieur Propre), n'étaient qu'un paravent.



□ **ROZIERES (Bourges)**

70 licenciements, la direction ne veut pas rogner sur ses bénéfices

Rozières est composée de 3 usines : celle du Moulon à Bourges, où l'on fabrique les cuisinières de collectivité, l'autre à Saint-Doulchard, à côté de Bourges, et l'usine principale à Lunerie, à une vingtaine de kilomètres de Bourges.

La semaine dernière, la direction a convoqué un Comité central d'entreprise pour le 12 novembre pour annoncer 70 licenciements sur le groupe.

C'est le deuxième épisode d'un plan de restructuration de l'entreprise qu'elle a commencé début septembre. Il est prévu de regrouper les productions de l'usine de Saint-Doulchard à Lunerie et d'étendre celle de l'usine du Moulon à Saint-Doulchard. En plus des mutations, la direction avait parlé à ce moment-là d'une dizaine de licenciements à l'usine de Saint-Doulchard. Maintenant elle en annonce 70, sur toutes les usines.

Comme prétexte, la direction invoque la crise. Elle se lamente sur la mévente des appareils ménagers, dit que cela touche tout le monde et que ses concurrents ont déjà licencié, comme la SETEM à Orléans.

Mais en fait, la situation n'est pas si mauvaise. Car quand la direction parle de situation difficile, c'est très relatif. En 1982, l'usine a fait un milliard de centimes de bénéfices. Et en 1983, le solde est encore positif : 700 millions. Il n'y a pas de pertes, seulement une baisse des rentrées, mais elles sont encore confortables et il n'y a aucune raison que ce soit nous (qui gagnons 4 000 F par mois ou moins) qui fassions des sacrifices. D'autant plus que Rozières a bénéficié en 1984 d'une rentrée d'argent frais. Le 18 novembre 1983, le magasin d'expédition brûlait, le stock était détruit. Mais les assurances ont payé : un magasin neuf, le stock perdu et

un manque à gagner pendant le temps où l'usine n'a pas tourné.

Donc, tout ne va pas si mal dans les finances de la direction. Et, vu les cadences dans les ateliers, nous n'avons pas vraiment constaté une baisse de production.

Ce que veut la direction, c'est maintenir ses profits et, pour cela, elle veut faire des économies. Alors on réorganise la production, même si cela entraîne des mutations avec une aggravation des conditions de transport (50 km en plus par jour pour certains camarades), et on supprime 70 postes de travail.

Eh bien nous ne sommes pas d'accord. Pas d'accord parce que les camarades licenciés de plus de 55 ans partiront avec 65 % de leur salaire, ce qui est dérisoire et ne leur permettra pas de vivre décemment ; parce que, pour les autres camarades licenciés, il y a peu de chances, voire aucune, de trouver du tra-

vail, car la plupart des entreprises de la région ont licencié ou vont le faire ; parce que, pour les camarades qui vont rester, les licenciements, cela veut dire des cadences plus fortes et un surcroît de travail.

Et accepter le premier plan, ce serait accepter par avance que la direction en propose un deuxième ou un troisième, si le premier ne lui suffit pas.

Mais si nous voulons que la direction remballe son plan, il faut lui faire peur, il faut nous faire craindre. De cela, beaucoup de camarades sont conscients et ils pensent qu'il faudra débrayer le 12 novembre, le jour du Comité central d'entreprise.

Plus nous serons déterminés, plus nous serons nombreux ce jour-là, plus cela fera réfléchir la direction.

Correspondant L.O.

Communiqué

Des élèves- infirmières en colère

Il y a 341 écoles d'infirmiers(ères) en France, toutes plus isolées les unes que les autres. (...)

Il parut donc souhaitable, voire nécessaire, aux infirmiers de se structurer par le biais d'une association ouverte à tous les élèves. Dans cet esprit, l'Association de défense des élèves-infirmiers(ères) (ADEI) a été constituée, en juin 1983, et est actuellement toujours indépendante des autres organisations.

Elle a pour but l'information et la défense des intérêts des élèves, en vue de l'amélioration de leur formation et de leur statut. C'est pourquoi, en juillet dernier, une plate-forme de revendications a été déposée au ministère de la Santé et des Affaires sociales, avec promesse de réponse écrite fin septembre. Celui-ci étant resté muet, l'ADEI a appelé les élèves à manifester le 30 octobre 1984 au matin, afin d'aller chercher une réponse qui se faisait attendre. Nous étions 1 200 pour accompagner la délégation reçue par Monsieur Lagier, sous-directeur des professions paramédicales. Les points de négociation ont été les suivants :

- la franchise, qui est le droit à 15 jours de congés-maladie en 33 mois d'étude ;
- l'encadrement ;
- la nomination d'un élève de l'ADEI au Conseil supérieur des professions paramédicales ;
- l'amélioration des conditions matérielles des élèves ;
- les équivalences universitaires au diplôme d'Etat.

Des négociations sérieuses sont en cours. Ainsi, les élèves ont montré qu'ils étaient regroupés, structurés et prêts à se mobiliser pour obtenir de meilleures conditions de formation.

A.D.E.I.

□ **RNUR (Billancourt)**

La mobilité : premières mesures et premières réactions

Les intentions de la direction de la Régie concernant la « mobilité géographique », un des volets du plan Hanon, commencent à se dessiner. Ainsi, lors de la réunion entre direction et syndicats du 6 novembre 1984, la direction a fait un certain nombre de propositions.

Dans un premier temps la mobilité inter-établissements se fera au volontariat. Mais si le volontariat était insuffisant, cela pourrait être remis en cause.

Pour favoriser la « mobilité géographique », la direction envisagerait d'accorder un certain nombre d'indemnités :

- indemnité de mutation et d'installation (équivalent à 100 % du salaire mensuel de base pour le salarié, et 50 % du même salaire par personne à charge) ;

- une indemnité d'attente d'un logement.

- une indemnité compensatrice du loyer (dégressive sur 3 ans) ;

- des aides à la location (prise en charge des frais d'agence et de caution) ou à l'accession à la propriété ;

- enfin, elle accorderait 4 jours de congé pour le déménagement et apporterait une aide financière au déménagement.

Pour l'instant, dans les ateliers, l'accueil à ces mesures est défavorable, et ce ne sont pas les primes diverses qui suscitent les vocations à la

mobilité. Les ouvriers, dont la plupart ont une longue ancienneté chez Renault, ne sont pas du tout attirés. Seule une petite minorité, qui avait déjà fait des démarches de mutation pour un autre établissement, est intéressée ; et dans ces conditions, « *quitte à chan-*

ger, autant partir avec quelque chose », disent-ils.

Bref, si la direction compte avec ces mesures susciter un vent de mobilité chez les ouvriers, pour l'instant, cela n'en prend pas le chemin, car ils voient dans ces mesures ce qui arrange la direction.

La CGT aux urnes

Les 15, 21 et 22 novembre, auront lieu les élections du CE à l'usine de Billancourt et au Siège. La CGT axe sa campagne sur ses propositions à elle, concernant « la mobilité ». Elle revendique :

- Maintenance des effectifs au niveau du groupe ;
- une stratégie et une politique industrielles pour développer l'emploi, reconquérir le marché national et européen, reposant sur de nouvelles coopérations ;
- l'enjeu de la qualification et de la formation ;

- mobilité professionnelle et géographique sur la base exclusive du volontariat ;
- statut social unique pour tous les salariés du groupe ;
- associer le personnel pour appliquer cet accord.

La CGT a procédé à partir de lundi 5 novembre à une consultation dans tous les secteurs de l'usine. Ainsi, chez les OS, les professionnels, les mensuels, les militants sont passés, avec urne et bulletins de vote. L'un étant libellé « *Pour les propositions de la CGT sur l'emploi* », l'autre « *Contre*

les propositions CGT sur l'emploi ». Bien souvent des meetings ont été faits, les militants insistant sur le vote « pour » en dénonçant la mobilité à la sauce direction. Mercredi les résultats du vote n'étaient pas encore connus ; mais, au-delà de son aspect plébiscitaire, indéniablement les travailleurs ont répondu.

Il est vrai que le plan Hanon est loin de calmer les craintes qu'ont les travailleurs concernant l'emploi.

Correspondant L.O.

Les travailleurs de la Téléphonie dans la rue !

Les travailleurs de la Téléphonie, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la CGC, manifestaient à Paris, mercredi 7 novembre, pour protester contre la menace de suppression de six mille emplois. Dans certaines entreprises, les directions ont d'ailleurs fait parvenir tout récemment à de nombreux travailleurs une lettre leur proposant, contre 12 mois de salaire, de démissionner, de s'auto-licencier en quelque sorte.

Des milliers de travailleurs se sont donc retrouvés dans la rue, pour exprimer leur refus de tout licenciement.

Dans la manifestation on distinguait les cortèges des Thomson Colombes, Boulogne, Lannion ou Marseille, mais aussi ceux de la CGCT de Paris et Massy, de la CIT Alcatel, de LTT Conflans, etc.

La manifestation, qui partait du siège de l'UIMM (le syndicat des patrons de la métallurgie) place des Terres, s'est dirigée ensuite vers le siège de la CGE, en s'enfilant dans la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Dans ces beaux quartiers de Paris, les slogans des manifestants avaient de quoi choquer les bourgeois. « *Chômage ras l'bol, les 35 heures immédiatement* », « *Ce n'est qu'un début, continuons le combat* », « *Pébereau, si tu continues, la*

classe ouvrière te bottera le cul » étaient les slogans les plus souvent repris.

Certaines pancartes étaient même plus explicites, comme celle qui affirmait : « *CGE-Thomson nationalisés : en 1981 des milliards pour les actionnaires, en 1984 le chômage pour les salariés* ».

En arrivant devant le siège de la CGE, le grand patron de la Téléphonie, rue de La Boétie (siège soigneusement protégé par une rangée de cars de CRS mais aussi par une rangée de cars syndicaux...), une délégation syndicale composée de membres de la CGT, de la CFDT et de la CGC est partie négocier avec la direction, en laissant les manifestants sans aucune directive.

Les milliers de travailleurs laissés à eux-mêmes se sont alors retrouvés face à face avec les CRS. Beaucoup commençaient à s'impatienter : « *Mais qu'est-ce qu'on fait ? On ne sait rien* ». Une partie du cortège proposa alors de se diriger sur Matignon, pour dire la façon dont les travailleurs appréciaient la politique de Fabius dans ce secteur industriel nationalisé. Et ce sont cinq cents travailleurs qui tentèrent de se diriger vers le siège du Premier ministre, qui était bien gardé, comme on peut s'en douter.



Enfin, après un regroupement et au bout d'au moins une heure et demie d'attente, la délégation syndicale fit son compte rendu... bien malgré, la direction n'ayant bien sûr cédé sur rien. Une responsable CGT intervint pour « *exiger de réelles négociations* », un autre de la CFDT demanda le « *gel des plans sociaux* ». Finalement, c'est surtout l'intervention d'un délégué de la CGCT de Vaugirard qui fut applaudie, lorsqu'il affirma qu'une manifestation ne suffirait pas pour faire céder les patrons de la Téléphonie et qu'une lutte d'ensemble serait nécessaire pour arracher nos revendications.

Pébereau et Fabius n'en ont certainement pas fini avec les travailleurs de la Téléphonie.

Correspondant LO

La manifestation à LTT Conflans

Depuis plusieurs jours, les organisations syndicales appelaient à la manifestation de la Téléphonie, devant le siège de la CGE, à Paris. Chaque midi, à l'entrée de la cantine, les délégués syndicaux enregistraient l'inscription des volontaires pour la manifestation.

Mercredi 7 novembre, à midi, l'électricité a été coupée dans l'ensemble de l'entreprise et le personnel sortit dans la cour.

Des tourets métalliques entravaient l'accès des différentes portes d'entrée de l'entreprise.

Une partie des travailleurs de l'entreprise rentrèrent chez eux, mais sans animosité avec les grévistes ou en leur faisant part de leur sympathie.

Des casse-croûte étaient prévus en remplacement de la cantine, qui était fermée pour l'occasion.

Un piquet de grève resta dans l'entreprise pour s'assu-

rer de sa fermeture effective et dans l'après-midi distribua un tract dans la ville de Conflans. Quelle ne fut pas leur surprise de constater qu'une soixantaine de CRS entouraient la mairie. Et les commentaires allèrent bon train sur l'aide du maire-ministre Michel Rocard à la lutte des travailleurs des LTT.

Pour la manifestation, il fallut dix cars pour emmener les manifestants à Paris. Il y a de très nombreuses années que l'on n'avait vu une telle mobilisation. Il est vrai qu'aujourd'hui, ce sont environ 1 300 emplois qui sont menacés de disparition sur le groupe LTT, et beaucoup ne l'acceptent pas.

A Paris, nous étions environ cinq cents personnes de Conflans à manifester, y compris des cadres et quelques retraités de l'entreprise, dont la présence inhabituelle a été très remarquée.

Correspondant LO

Assurances UAP Le-Peletier (Paris 9^e)

Le personnel s'organise contre la restructuration

Le projet de restructuration qui consiste à déplacer plusieurs centaines de personnes se trouvant dans le périmètre de la rue Le-Peletier, Paris 9^e, à la rue Jules-Lefebvre, annoncé par la direction lors du Comité central d'entreprise du 26 octobre, avait suscité à Le-Peletier une première réaction des employés, qui étaient venus nombreux lors d'une assemblée d'information payée, convoquée par la CGT. A cette assemblée, il fut décidé un débrayage pour le mercredi 31 octobre, jour où se tenait une réunion de CE à Le-Peletier.

200 salariés de l'UAP, plus d'un tiers des gens directement concernés par cette res-

tructuration, ont débrayé le 31 octobre et ont tenu une assemblée générale au cours de laquelle il a été décidé de s'opposer à la restructuration. Le sentiment dominant parmi le personnel était de refuser d'être considérés comme des pions qu'on déplace. Cette restructuration, ce serait aussi un allongement du temps de transport pour une grande partie du personnel, ce qui poserait de nouveaux problèmes, aux mères de famille notamment. Enfin, le flou sur les buts de cette restructuration est une raison supplémentaire du refus.

A cette assemblée générale, il fut aussi décidé, dans le but

d'appliquer les décisions du personnel, d'élire un comité d'action contre la restructuration. Il faut préciser que, entre les deux assemblées, cette idée avait été lancée et une partie des services directement concernés avaient tenu des réunions et avaient déjà élu 21 représentants, de cinq services. L'assemblée générale vota le principe du comité, entérina l'élection des 21 personnes qui s'étaient présentées dans les services ; et sept nouvelles personnes se présentèrent, ce qui porta le nombre à 28.

Il fut aussi proposé de se revoir dès le 8 novembre, date à laquelle la direction devait fournir de nouveaux éléments.

A cette assemblée, le responsable CGT de Le-Peletier appuya cette initiative ainsi que le comité, puisqu'il invita le personnel à y participer. Depuis, les élus du comité ont pu constater que, des déclarations d'intentions à la réalité, il y a un monde. En tout cas, durant la semaine, le comité s'est réuni à plusieurs reprises, publiant des affiches, s'adressant au personnel par un tract.

Mercredi 7 novembre, la direction transmettait un document sur la réorganisation qui non seulement ne tenait aucun compte de l'opposition du personnel, mais qui ne proposait aucune garantie ni aucun dédommagement au personnel

que la direction se propose de muter.

Ce texte fut largement distribué, une cinquantaine de personnes se réunirent le lendemain midi à la cafétéria, à l'appel des membres du comité, pour manifester leur désaccord avec le projet de la direction. Et si le coup de colère est passé pour l'instant, le personnel s'apprête néanmoins à demander des comptes à la direction au fur et à mesure que ses projets seront plus précis et que les échéances seront connues. En tout cas celle-ci sait déjà que le personnel n'est pas prêt à se laisser faire sans réagir.

Correspondant LO

□ **DUCELLIER-AUVERGNE :**

Une semaine d'action contre les licenciements



Depuis l'annonce, le 18 octobre, de 350 licenciements, les travailleurs et la population locale ont accusé le coup. Seule la CGT a tenté par tous les moyens de mobiliser les ouvriers, mais l'absence de combativité générale, la fermeté de la direction de chez Ducellier, la division syndicale expliquent l'échec de la grève.

La direction justifie ces licenciements par la nécessité de combler un gouffre financier qu'elle estime de 7 à 10 milliards de centimes par mois et de rationaliser. Des cadres volontaires s'occuperont d'un plan de reclassement individuel : on propose aux salariés, volontaires pour partir et se reclasser, une formation administrative, bancaire, et une indemnité qui servira de capital pour créer une entreprise : l'équivalent de six mois de salaire, un salaire au SMIC... et le paiement des charges sociales pendant un an, assuré par Ducellier.

l'usine à trois heures du matin, et à l'arrivée de l'équipe normale, à cinq heures, le piquet a empêché toute entrée, y compris celle des cadres et même de la direction. Un vote est organisé et tous les présents, sauf les cadres, déposent leur bulletin de vote dans une urne posée à même le sol. Les résultats sont donnés immédiatement : 174 pour la grève, 102 contre.

Tandis que les grévistes renforçaient le piquet de grève, les non-grévistes et les cadres attendaient dehors le résultat des entrevues direction-préfet-syndicats.

prononcer l'expulsion des grévistes de l'usine de Grosménil. Des grillages, des gardes d'une société privée avec des chiens seront mis en place et retirés au bout de deux jours.

L'isolement de la CGT

Il est indéniable que les militants de la CGT et du PCF sont particulièrement visés par les licenciements. Pas un militant communiste n'en réchappe à l'usine de Grosménil et de Sainte-Florine. La CGT a tenté le tout pour le tout, sans pouvoir entraîner suffisamment de travailleurs.

Même à Grosménil, où beaucoup d'ouvriers sont fils et petits-fils de mineurs et connaissent par tradition familiale les luttes du passé, c'est à peine deux cents travailleurs qui sont vraiment actifs. Ailleurs, la campagne de démobilisation de la direction a porté ses fruits : beaucoup pensent qu'il faut accepter les licenciements pour sauver l'emploi des autres ; et que si l'on « provoque » trop la direction Ducellier, celle-ci fermera définitivement les usines d'Auvergne.

A Issoire, les licenciés ont réagi un peu avec occupation de la mairie et cortège l'après-midi du mardi 30 octobre, dans les ateliers, en portant des pancartes : « Je suis licencié parce que je suis célibataire », « Parce que j'ai été embauché récemment », « Je suis licencié parce que je pensais », j'étais syndiqué à la CGT », mais sans parvenir à entraîner l'ensemble des équipes.

Quant à la CFDT, FO et la CGC, elles ont formé une association qui montre son hostilité ouverte à la CGT qu'elles dénoncent comme « casseur », « irresponsable », « aventuriste », manipulée par une « minorité politique ».

Et ce cartel syndical a cher-

ché à négocier à part, avec les représentants de Ducellier et des préfets. En somme tout le monde, des patrons aux syndicats, des élus aux commerçants qui craignent pour leurs affaires, réclame la « paix sociale ». Seule la CGT veut « la guerre ». Elle se déclare d'ailleurs en « état de légitime défense » ! Cela donne le ton dans les villes du Bassin : à Sainte-Florine, à Vergongheon, à Brassac et à Issoire, chacun se situe dans son camp, mais les grévistes sont vraiment minoritaires.

La fin de la grève

Aussi, avec le pont de la Toussaint, la CGT a levé l'occupation de l'usine de Grosménil mercredi 31 octobre, dans l'après-midi, et a remis les clés de l'usine... au maire de Sainte-Florine. Au même moment, on apprenait que les juges du tribunal du Puy avaient répondu à l'appel de la direction Ducellier et ordonnaient l'évacuation de l'usine par la force. La CGT se retirait à temps, tandis que les non-grévistes : ouvriers, cadres et syndicats CFDT-FO-CGC défilaient devant l'usine, en rangs serrés. La CGT a essayé une dernière fois de mobiliser, en alertant par voitures-sonos, sirènes et tocsins, ses militants pour venir encourager les quelques dizaines de grévistes qui occupaient l'usine de Grosménil. Ils durent sortir devant une haie d'honneur faite par les cadres qui les insultaient au passage.

Et dès lundi 5 novembre, la direction confirmait son intention de « punir » les grévistes, d'une part en maintenant les licenciements, et d'autre part, en annonçant, pour l'usine de Grosménil-Sainte-Florine, une nouvelle période de chômage technique.

Correspondant LO

Le point de vue des patrons

Le groupe Valéo est une société en pleine expansion. Ses activités sont liées à l'industrie automobile : garnitures de frein et d'embrayage, appareils de chauffage, ventilation, engins électriques : moteurs d'essuie-glaces, bougies, allumeurs, alternateurs, démarreurs, modules électroniques.

Les anciennes marques Cibié, Marchal, Paris-Rhône, SEV ont été absorbées par ce groupe, ainsi que Ducellier, depuis avril dernier. Valéo est aussi le premier fabricant français de produits en béton, pour le bâtiment. L'ensemble représente neuf milliards de francs actuels, une centaine d'usines dans 19 pays différents, avec 28 000 salariés.

Le groupe anglais Lucas ayant vendu toutes ses actions de Ducellier à Valéo, celui-ci annonçait aussitôt, dès juillet, 970 suppressions d'emplois ; malgré le chômage technique, les pré-retraites, les départs volontaires, 350 licenciements « secs » sont décidés : une centaine à l'usine d'Issoire, 75 à Sainte-Florine et 158 à Grosménil-Vergongheon.

Les réactions : des manifestations à la grève avec occupation

L'annonce des licenciements a provoqué un véritable coup de massue dans toute la région. On a vu des réactions au bout de plusieurs jours : défilés dans Issoire, à Brassac et à Sainte-Florine ; des cortèges de voitures organisés par la CGT jusqu'à Clermont-Ferrand et au Puy ; l'appel aux élus locaux, surtout les maires et les députés, qui ont constitué un « Comité de sauvegarde du bassin minier et du Val d'Allier ». Mais leurs actions restent bien symboliques : ils se contentent d'entrevues auprès des préfets, de motions pour recommander le maintien des emplois, de contacts avec le ministère du Travail.

L'échec des réunions pour négocier à la préfecture de Clermont et la reprise du travail le lundi 29 octobre, après une quinzaine de journées de chômage technique, ont donné l'occasion à la CGT, en s'appuyant sur une minorité de travailleurs, de prendre l'initiative d'occuper l'usine de Grosménil à Vergongheon.

Un petit groupe de militants formant un piquet a occupé

Un patronat de combat

La direction ne restait pas inactive. Tout en contestant la légalité du vote : selon elle, la moitié du personnel du matin n'avait pas pris part au vote, elle menait une campagne d'intoxication sur toute la région, par les cadres et la presse : « On va tout droit vers le dépôt de bilan » ; pas question de revenir sur les 350 licenciements, et réclamation de la « liberté du travail ».

Les incidents se sont multipliés pendant deux jours : alerte à la bombe à l'usine d'Issoire qui a été évacuée ; coups de feu tirés entre des voitures de grévistes et cadres la nuit ; menaces d'incendier les maisons de certains cadres ; bruits d'achats massifs d'armes chez les armuriers de la région...

A l'usine voisine de Sainte-Florine, pour éviter la « contagion » de la grève, la direction mettait en place avec les cadres et les chefs, des piquets antigreve, et le personnel était filtré, en contrôlant les identités.

La direction demandait au tribunal de grande instance, au Puy, une mesure de référé pour

□ RVI
(Lyon-Feuillat)

Nouveaux horaires et diminution de salaire

La direction de RVI Feuillat vient d'annoncer officiellement qu'elle avait l'intention de faire travailler une partie du personnel en équipe à partir du mois de janvier. Elle parle de 200 personnes concernées sur 430.

Le travail en équipe ne fait pas l'affaire de tout le monde. Un vote organisé par la CGT sur ce problème a donné, sur 268 personnes qui se sont prononcées, 254 contre le travail en équipe et 14 pour, car en plus des inconvénients habituels du travail en équipe (fatigue accrue, vie familiale perturbée...), la direction voudrait en ajouter d'autres. Actuellement à Feuillat 130 travailleurs font un horaire dit « décalé » : 9 h 30 à 18 h 20, bénéficiant de certains avantages acquis au fil des années. Et la direction veut profiter de leur passage en équipe pour leur appliquer la convention RVI qui leur serait bien moins favorable.

Ils ont aujourd'hui une prime de transport d'environ 360 F par mois (car ils ne peuvent pas utiliser les transports RVI). Dorénavant, ils ne pourront toujours pas bénéficier des transports RVI, mais leur prime de transport ne sera plus que de 50 F pour ceux habitant le plus près et un peu plus pour les autres. Et la prime d'horaires « décalés » qui est de 320 F sera remplacée par la prime d'équipe de 230 F.

Pour faire passer la pilule, la direction, par l'intermédiaire de la maîtrise, fait convoquer individuellement chaque personne susceptible de faire équipe sous prétexte de discuter des cas individuels et des problèmes posés. Mais en même temps, certains chefs ne se gênent pas pour dire : « *Ou vous acceptez, ou c'est la porte* ». Le résultat, c'est que, dernièrement une dizaine de personnes sont encore allées signer leur départ « volontaire » avec 60.000 F, craignant d'être obligées de partir plus tard sans rien du tout. En effet le plan emploi se termine fin novembre. C'est un plan de « départ volontaire », appliqué à tout RVI destiné à supprimer 3 750 emplois dans le groupe. Il a été prolongé de mai à novembre, le nombre de volontaires ayant été insuffisant. A Feuillat cependant, il y a eu pas mal de volontaires : 82 travailleurs en ont profité pour partir. Ce qui pose d'ailleurs des problèmes au niveau du travail pour ceux qui restent et la direction en a profité pour « serrer la vis » : moins de pauses café, mutations, réorganisation du travail, polyvalence...

Dans l'ensemble les travailleurs de Feuillat ne pensent pas pouvoir faire reculer la direction sur le principe du travail en équipe. Mais certains estiment que d'ici janvier il peut être possible d'obtenir que s'il y a travail en équipe, ce ne soit que des volontaires et qu'il n'y ait pas de perte de salaire.

Correspondant LO

La dégradation de l'emploi en Auvergne



Aux tanneries de Bort-les-Orgues, les travailleurs occupent les locaux.

De nombreuses entreprises ferment, licencient, déposent leur bilan : après Dunlop et Michelin qui ont supprimé plus de 6 000 emplois, après l'imprimerie et les mines, ou Ducellier, voici encore d'autres secteurs sévèrement touchés par la crise.

Des contacts sont pris avec des sociétés pour tenter de faire redémarrer l'usine, ou faire installer d'autres activités, pour compenser partiellement la perte des emplois.

Depuis la Toussaint, les ouvriers licenciés occupent

les locaux, avec des tours de garde de 10 à 15 personnes qui se relaient pour, selon la CGT, « *préserver intact l'outil de travail* ». Une journée d'action est prévue mercredi 7 novembre, sous la forme d'une manifestation dans Bort.

A Aurillac : Sauvagnat

L'usine fabriquait depuis bien longtemps divers produits : parasols, coussins et surtout des parapluies. Depuis des années, les difficultés ont provoqué des licenciements et à peine la moitié des effectifs subsistent.

Le bilan vient d'être déposé, fin octobre, et 306 salariés ont reçu leur lettre de licenciement. Les réactions des licenciés ne suffi-

ront pas à changer la situation : manifestation intersyndicale dans les rues d'Aurillac, délégation à la préfecture. Pourtant, après les vagues précédentes de suppressions d'emplois, les travailleurs provisoirement épargnés avaient tout accepté : baisse des horaires, plus de grève, blocage de leur salaire, et même baisse volontaire du salaire de 17 % pour que le déficit financier soit réduit !

A Moulins : Potain

Cette usine fabrique des engins de levage, surtout des grues pour les chantiers du bâtiment. Sur 600 travailleurs, 397 viennent d'apprendre leur licenciement, le vendredi 28 octobre. Mais la direction départementale de la main-d'œuvre n'en a autorisé que 118, en raison de situation de famille, ou de

postes protégés (militants syndicalistes).

Rien de surprenant dans la situation financière et sociale de Potain : d'étapes en étapes, sur deux ou trois ans, on a pu suivre la dégradation, alors que là aussi, les pouvoirs publics n'ont jamais refusé des fonds aux patrons.

H.E.S.

Toujours à Moulins, une autre usine du groupe Empain-Schneider : Henri Ernault-Somua ou HES donne des signes inquiétants : le dépôt de bilan a été prononcé lundi 29 octobre, à la suite d'un comité central d'entreprise extraordinaire, où les membres du conseil d'administration ont démissionné. Le sort de 350 travailleurs se joue.

Dès samedi 27, informés de la situation financière (cessation de paiement), les salariés de HES ont débrayé et manifesté dans les rues de Moulins, jusqu'à la préfecture, pour réclamer

la suspension des licenciements et l'intervention du préfet.

D'après les informations publiées par les syndicats membres du CCE, il faudrait 500 millions de francs pour payer les dettes et rétablir l'équilibre du budget. La direction générale envisage la fermeture du site de Moulins qui serait revendu à la société japonaise Toyota. En attendant l'annonce d'une première série de 100 licenciements, le travail a repris, avec diminution d'horaire.

Correspondant local

A Bort-les-Orgues : les tanneries

C'était là aussi une industrie traditionnelle : après la fermeture des Tanneries du Puy, qui appartenaient à la même société, celle de Bort vivait en sur-

plus. Depuis septembre, le règlement judiciaire avait été prononcé et une première série de 60 licenciements avait été imposée. Le 31 octobre, c'est le licenciement collectif des 93

employés restants qui est décidé par un syndicat.

Il y avait plus de 400 personnes dans les années 1970, mais le déficit financier causé par un état vieillissant des installations, et la concurrence, ont provoqué une crise sur crise. Des aides par millions sont pourtant tombées dans les poches des actionnaires de la société, mais ce sont les travailleurs qu'on jette à la rue.

□ CHEQUES POSTAUX (Montparnasse-Paris)

Les gestionnaires CGT de la cantine : pour la réquisition des grévistes !

Le 12 octobre le conseil d'administration de la cantine des CCP Montparnasse, présidé par la CGT et composé de représentants de l'administration et de représentants des trois syndicats CGT, CFDT et FO, a voté la suppression du statut de 1977 des 19 employés des PTT qui sont détachés pour le fonctionnement du self et des caisses, et la suppression du paiement des 20 h supplémentaires mensuelles qu'ils sont obligés d'effectuer dans le cadre de leur service, en cas de congés de maladie et en cas d'accident du travail. Cette somme représente 690 F mensuel.

Le motif invoqué par les syndicats qui gèrent la cantine était que le budget compte un déficit de 30 000 F et qu'il faut bien prendre l'argent quelque part.

Les employés n'ont pas accepté ce mauvais argument, d'autant plus que, comme ils l'ont fait remarquer dans un tract adressé aux usagers, les cinq gérants syndicaux se versent une prime dont le coût pour le budget de la cantine dépasse celui de leur prime à eux.

Ils ont fait grève une heure, de 12 h à 13 h, lundi 6

et mardi 7. La CGT avait apposé une affiche expliquant que, l'administration refusant d'augmenter sa subvention, ce serait aux usagers de payer si cette mesure n'avait pas été prise, ceci dans le but évident de dresser le personnel du centre contre les grévistes. Mais, contrairement à l'attente de ces pseudo-syndicalistes se comportant comme de vulgaires patrons, les travailleurs qui ont ces jours-là trouvé porte close ont en très grande majorité approuvé les grévistes. Beaucoup de travailleurs, y compris parmi ceux qui ont l'habitude de faire confiance aux responsables syndicaux, trouvaient anormal cette suppression d'une disposition qui existe d'ailleurs aussi à la cantine d'autres centres de Cheques Postaux. « J'espère que vous aurez satisfaction » ; « D'habitude, nous, on se contente de suivre les syndicats. Mais eux, ils les ont contre eux, et pourtant ils se battent » furent quelques-unes des réflexions entendues.

Mais les gérants de la CGT, les plus acharnés contre les travailleurs détachés à la cantine, n'en sont pas restés là. Ils ont approuvé l'ordre de réquisition de trois des grévistes lancé le

mardi par l'administration. Les grévistes sont passés outre et mercredi ils ont revoté la grève pour jeudi, malgré un nouvel ordre de réquisition.

La réquisition des travailleurs : voilà à quoi se prêtent aujourd'hui les soi-disant syndicalistes CGT qui gèrent la cantine de Montparnasse ! Ces gens là font du mal aux travailleurs. Car c'est soi-disant au nom des travailleurs qu'ils approuvent la réquisition. Quant à FO et à la CFDT, leurs représentants se disent certes contre la réquisition, mais du bout des lèvres, sans prendre ouvertement position contre ce scandale, et en s'employant surtout, pour ce qui est de la CFDT, à décourager les grévistes en agitant les menaces de sanctions qu'ils encourent.

Il serait à souhaiter que les travailleurs réagissent violemment dans des cas comme celui-là. Car ces syndicalistes qui jouent aux patrons, qui traitent les travailleurs détachés à la cantine en ennemis, donnent aussi des armes pour demain à l'administration. Ils encouragent l'administration à employer demain les mêmes méthodes contre tous les travailleurs du centre.

Correspondant L.O.

□ PTT (Paris 18^e)

La note de service n'a pas pesé lourd

Vendredi 2 novembre, les facteurs de Paris 18^e ont fait grève à plus d'une centaine, sur un effectif de 210 environ. Une note de service du receveur voulait nous obliger à distribuer les imprimés (courrier non urgent, composé en majorité de publicités) à la 3^e distribution l'après-midi, au lieu du lendemain matin.

Il faut dire que, si nous travaillons à quatre par quartier le matin, par contre l'après-midi l'effectif est réduit de moitié. Faire le même travail à deux au lieu de quatre, cela représente une sacrée différence de poids dans la sacoche du facteur, qui est déjà suffisamment chargée de courrier comme ça.

Cette note de service a fait déborder le vase. D'autant plus que l'administration avait déjà manifesté l'intention de nous serrer la vis par toute une série de sanctions et de brimades.

Et vendredi matin, en début de service à 6 h 15, une prise de parole organisée par les syndicats réunissait plus d'une centaine de facteurs décidés à réagir. Nous sommes montés réveiller le receveur, qui habite dans un logement de fonction au troisième étage du bureau de poste, pour lui demander des comptes. Même si, au début, il faisait la sourde oreille, au bout de dix minutes il descendait dans son bureau. Et à

8 heures, alors qu'au début il ne voulait avoir à faire qu'à une délégation, il était bien obligé de monter sur la table pour s'expliquer devant tous les préposés réunis, qui ne perdaient pas une miette de ce spectacle inhabituel.

Il finissait par remballer sa note sur les imprimés. Cependant, il maintenait les sanctions à l'encontre des « preneurs de parole » : c'est ainsi qu'il appelle les militants qui organisent des assemblées non autorisées par lui.

Nous avons alors décidé de marquer le coup, en continuant le débrayage pour toute la journée et en allant, toujours à une centaine, à la direction des postes de Paris demander l'annulation des sanctions.

Devant le refus de la direction, lundi matin nous étions encore une cinquantaine à débrayer de nouveau pendant une heure, et nous sommes allés rendre collectivement les PV (feuilles où sont inscrits les motifs de la sanction et que l'on doit en principe signer) au chef de division, sans y répondre.

Non seulement nous avons fait reculer le receveur sur le point essentiel, la non-distribution des imprimés l'après-midi, mais nous lui avons montré aussi que nous sommes tous solidaires.

Correspondant L.O.

□ GARDY (Chalon-sur-Saône)

Grève pour de meilleurs salaires

Depuis, mardi 30 octobre, l'usine Gardy est en grève. Cette filiale du groupe Merlin-Gérin, qui emploie 460 personnes sur Chalon, réparties en deux usines, fabrique des disjoncteurs et du matériel électrique, en particulier pour EDF mais aussi pour l'exportation.

Depuis quelques semaines, le mécontentement était grand et plusieurs débrayages avaient eu lieu pour appuyer des négociations sur les salaires. Il faut dire que les salaires sont particulièrement bas ici : les ouvriers sont en majorité des femmes, toutes pratiquement OS 2, et gagnent selon les horaires entre 3 633 F et 3 996 F de salaire brut.

Mardi 30, devant le refus du patron de toute discussion, c'était le ras-le-bol. La grève était décidée le matin à une grosse majorité et des piquets étaient organisés. Les grévistes réclamaient 200 F et 3 % d'augmentation et avaient l'espoir que le patron discute-

rait rapidement. Pour faire pression ils occupaient les portes de l'usine et empêchaient tout camion de rentrer ou de sortir. Mais le patron s'est barricadé avec ses cadres dans ses bureaux, espérant sans doute que le mouvement s'arrêterait avec le long week-end de la Toussaint.

Mercredi après-midi, devant le mutisme du patron, les grévistes décidaient en assemblée générale de continuer et de s'organiser pour occuper les portes de l'usine pendant les quatre jours de congés.

Pendant quatre jours, 150 personnes sont venues faire un tour et il y avait en permanence une dizaine de grévistes pour occuper les portes et, entre autres choses, pour empêcher à coups de pétards le patron et ses cadres, qui sont eux aussi restés les quatre jours dans leurs bureaux, de dormir en paix.

Lundi 5 novembre très tôt, les grévistes occupaient com-



Les grévistes de chez Gardy

plètement l'usine. Ils étaient ensuite rejoints dans la matinée par une centaine de cadres et de non-grévistes. Mais pendant toute la journée, personne n'a pu travailler. Dans l'après-midi, le patron acceptait de rencontrer des délégués et des représentants des grévistes, mais refusait toute négociation tant que le travail n'aurait pas

repris. Du coup, l'occupation continuait lundi soir et dans la nuit.

Mardi 6, le travail reprenait en partie pour que le patron négocie, mais une partie des grévistes continuaient l'occupation des portes.

Visiblement le patron veut faire traîner les choses en longueur. En réunion il propose

une prime exceptionnelle de 250 F au mois de novembre, et une promesse d'augmentation en janvier si les résultats de l'année sont bons...

Mais pour le moment rien ne dit que les travailleurs, après s'être battus pendant une semaine, en resteront là et relâcheront la pression.

Correspondant L.O.

■ **FONDERIE DE RABION
LEROY-SOMER (Angoulême)**

Grève contre un contrat « E J P »

Pendant deux jours, les travailleurs en faction de la fonderie ont fait grève contre l'application d'un plan « EJP » (Effacement aux jours de pointe), résultat d'un contrat passé entre la direction et l'EDF.

LE DEBUT DU CONFLIT

Jeudi 25 octobre, la direction annonça au Comité d'entreprise que le contrat EJP allait entrer en application le 1^{er} novembre. Ce contrat prévoit 22 jours d'arrêt obligatoire de la livraison du courant sur les 5 mois d'hiver. Lorsque EDF prévoit des coupures, elle n'est tenue de les annoncer que 14 heures en avance. Gain pour Leroy-Somer, du fait des tarifs préférentiels offerts par ce contrat : 300 millions de centimes qui, affirmait le patron, permettraient d'investir et de sauver la fonderie.

Mais les travailleurs, eux, ne trouvaient aucun avantage à ce nouveau contrat. Au contraire même, puisque le patron annonçait une modification de l'horaire de la faction du soir : celle-ci travaillerait sur 4 jours, avec des journées de 9 h 45 et avec un horaire 12 h-22 h. Les jours non travaillés du fait d'une coupure du courant seraient récupérés le vendredi. En cas de deux coupures hebdomadaires, le vendredi serait travaillé, mais aussi... le samedi matin la semaine suivante. Dans ce dernier cas, les travailleurs seraient amenés à travailler 30 heures une semaine, 48 h 50 la semaine suivante !

Dans la foulée, le patron fit aussi sauter des primes de panier et de douche, ce qui représentait une perte de salaire de 250 à 300 F par mois !

L'annonce de ce plan EJP provoqua l'indignation des travailleurs, conscients que, pour empocher des millions, le patron n'hésitait pas à leur imposer une détérioration de leurs conditions de travail et de vie. Les syndicats appelèrent alors à une assemblée générale le lundi 29 à 13 heures.

LA GREVE

Le lundi, une centaine de travailleurs, soit les deux tiers au moins de l'effectif en faction, votèrent d'abord une motion rejetant catégoriquement le plan de la direction. Au moment où ils allaient tous ensemble la porter au patron de la fonderie, celui-ci arriva. Pendant une heure, il poussa de véritables hurlements, ce qui n'empêcha pas des travailleurs d'intervenir pour dire qu'avec ces horaires, c'était « toute vie de famille fichue »... Le directeur fit alors un pas

en arrière sur les salaires, qui finalement seraient maintenus. Mais devant l'intransigeance patronale en ce qui concerne les horaires, des travailleurs décidèrent de se retrouver le lendemain à l'embauche du matin pour faire débrayer la faction du matin.

Et effectivement, mardi matin la majorité des factionnaires ne prenaient pas le travail. Un certain nombre de travailleurs en journée normale se joignaient à eux. Une assemblée se tint alors : un militant connu pour ses idées de Lutte Ouvrière fit voter la grève et élire un comité de grève d'une dizaine de travailleurs, dont les syndicalistes CGT, CFDT et FO...

Ensuite, les grévistes partirent en manifestation trouver la direction générale à Sillac. Ils se répandirent dans les bureaux, mais ces messieurs n'étaient pas là...

De retour à la fonderie, un piquet de grève fut installé. Deux portes furent fermées, empêchant la circulation des camions. Le patron envoya ses cadres essayer de les rouvrir, mais le piquet s'y opposa.

A l'arrivée de la faction du soir, vers 13 heures, la grève fut revotée et le comité de grève élargi. Il écrivit d'abord un communiqué pour la presse locale et les radios libres. Il fut ensuite reçu par le patron, sans résultat. Il proposa alors d'organiser un piquet solide pour l'embauche du matin.

LA FIN DU MOUVEMENT

Mercredi matin, en effet, un groupe important de grévistes fermaient les deux portes et bloquaient la troisième avec des voitures. Peu après, le patron arriva à toute allure, se livrant à son habituel cinéma qui n'impressionna pas les grévistes.

Mais, le temps passant, il devint clair que le reste de l'usine n'avait pas été entraîné dans la grève. Les grévistes se réunirent alors et, après une large discussion, la reprise fut votée. Mais les grévistes réaffirmèrent leur refus du plan EJP et firent s'engager les représentants au Comité d'entreprise à ne signer aucun accord avec le patron sur ce point.

Puis les grévistes rembauchèrent, en formant un cortège qui raccompagna chacun sur son poste de travail.

A la débauche, les membres du comité de grève décidèrent

de distribuer, après le pont de la Toussaint, un tract à tous les travailleurs de Leroy-Somer.

Finalement, mardi, le patron menaçait, s'il n'obtenait pas l'accord du CE, d'appliquer des jours de chômage technique et de faire travailler le samedi. Cédant à la pression patronale, les représentants syndicaux s'abstenaient lors du vote, le représentant de la CGC votait pour. Le patron obtenait ainsi une majorité au CE pour contraindre les travailleurs à faire l'horaire EJP.

Correspondant L.O.



Les grévistes à la direction générale. (Photo C.L.)

■ **PRODELIS (Bordeaux)**

Des travailleurs ripostent aux sanctions

Vendredi 26, octobre, la police est intervenue contre des travailleurs de la raffinerie de Prodelis, à Bordeaux. Depuis août, l'ancienne usine Béghin-Say est fermée. Les patrons du groupe, qui ne jugent pas l'usine assez rentable, ont mis la clé sous la porte et ses 375 salariés au chômage. Mais une quarantaine de travailleurs, qui n'acceptaient pas ces licenciements, occupaient l'usine.

Le 2 octobre, le juge des référés a prononcé une ordonnance d'expulsion contre ces ouvriers. Et le patron a voulu profiter de ce jugement en infligeant jeudi 25 des sanctions à 14 d'entre eux. Il leur a annoncé qu'il comptait supprimer leur paie d'octobre et toutes leurs indemnités de licenciement et de congés payés. Il espérait sûrement décourager les travailleurs qui continuaient à se battre. Mais le résultat n'a pas été celui qu'il attendait, puisque le lendemain des ouvriers de l'usine et des militants CGT ont saisi le directeur Langlois à l'intérieur de la raffinerie.

C'est pour essayer de les déloger que sont intervenus une trentaine de policiers, matraque à la main. Ceux-ci ont d'abord bousculé les travailleurs et habitants du quartier qui s'étaient interposés entre eux et le portail de l'usine. Copieusement hués (un policier habitant une cité ouvrière voisine s'est particulièrement fait remarquer), ils ont réussi à entrouvrir à la barre à mine la porte de l'usine.

Mais ils se sont retrouvés nez à nez avec un bulldozer que les occupants avaient avancé

pour bloquer l'entrée, et ils n'ont pas pu aller plus loin. Un peu plus tard, des patrons de la Chambre patronale sont venus manifester contre les occupants et les habitants du quartier qui les soutenaient aux cris de : « A Moscou », et « Libérez Langlois ». Ce à quoi les occupants répondaient : « A Ankara » et « Libérez l'emploi ».

Finalement, le directeur a été relâché tard dans la soirée, sous promesse de négociations qui à ce jour n'ont rien donné.

Mais les travailleurs de l'usine ont promis qu'ils recommenceraient s'ils n'obtenaient pas satisfaction.

Correspondant L.O.



■ **PEUGEOT (Mulhouse)**

Débrayage sur la chaîne 205

Lundi 5 novembre, une trentaine d'ouvriers de la préparation des moteurs, avant le montage sur châssis de l'atelier carrosserie Peugeot à Mulhouse, a débrayé aux cris de « Liberté ! ». Ils demandaient 500 F, la baisse des cadences et des charges de travail, le passage à la classification supérieure au bout d'un an, la polyvalence pour tous. Immédiatement, au changement d'équipe, ils s'adressaient à leurs camarades de l'atelier, c'est-à-dire à 4 500 ouvriers sur deux tournées, par un tract et des pancartes faisant ressortir que leurs revendications sont celles de tous, et demandant l'aide de tous pour aboutir. Le mardi 6, ils remettaient ça. Mais la présence de nombreux régleurs, dépanneurs et d'un encadrement omni-présent ne leur permettait pas de s'adresser aux camarades des chaînes voisines. Se retrouvant à 15, ils décidèrent alors de reprendre le travail. Ce débrayage a provoqué des trous dans les chaînes, et toutes les discussions ces jours-là tournaient autour de la grève.

Correspondant L.O.

Amadeus de Milos FORMAN



Finis l'homme-enfant, finis le génie éthéré et un peu mièvre qui est si souvent l'image donnée de Mozart. Le film de Milos Forman évoque un musicien qui est aussi pleinement un homme et en propose un portrait sans doute bien plus proche de la vérité. Mozart était, paraît-il, petit, avec une grosse tête, un grand nez, un teint pâle, un fort accent et un amour pas dissimulé du tout pour la bonne et grosse plaisanterie. Il ne manquait non plus aucune occasion de faire la fête et était de tous les bals. Il n'avait donc rien d'un ange ou d'un saint détaché des choses de ce monde pour évoluer dans des nuages d'où il aurait tiré son inspiration ! Mais il était un homme bien vivant et passionné, ainsi qu'un lutteur courageux et acharné lorsqu'il s'agissait de musique. Et, tout autant qu'avec l'homme, le film de Forman nous fait faire connaissance avec la musique... et aimer l'un et l'autre.

La trame du film n'est pas fidèle à la biographie de Mozart, avec laquelle, selon certains musicologues, Milos Forman a même pris bien des libertés. Mais, a expliqué Forman dans des interviews, c'est qu'il n'avait pas l'intention de faire œuvre de biographe : ce qui l'intéressait, c'était de faire un film sur la musique et la

création musicale.

Né en 1756 et mort en 1791, Mozart durant toute sa vie d'adulte s'est battu contre les conceptions musicales de son temps, contre le cantonnement de la musique aux cours des princes et aristocrates d'Europe, contre le régime imposé alors aux musiciens — dont Mozart — par les puissants. Et le film évoque quelques-uns des combats de Mozart, combats ponctués par des éclats de rire qui sonnent comme de véritables défis à tous les médiocres, les tristes et les compassés qu'il côtoie.

A 17 ans, Mozart fut attaché à la cour de l'archevêque de Salzbourg où les musiciens, comme partout ailleurs, étaient considérés et payés comme des valets de luxe.

Mozart dut rapidement affronter son patron, l'archevêque, car celui-ci n'acceptait pas son insubordination, son manque de docilité, ses insolences, et fut finalement congédié.

Le film de Forman, qui commence à cette époque-là, nous plonge dans cette Vienne, capitale de la musique européenne d'alors, où règne Joseph II, despote éclairé, aux idées libérales... du moins en matière de musique, dont il était fort amateur. Il nous fait voir les épreuves de Mozart face aux musi-

ciens-fonctionnaires de la cour, pour se faire admettre, pour faire admettre sa musique, sa conception de l'opéra. Forman a fait du personnage de Salieri, compositeur officiel de l'empereur, le symbole de ce mur de conservatisme non seulement musical mais social auquel Mozart se heurta toute sa vie en essayant de faire accepter une musique nouvelle et plus populaire.

Cette évocation, même si elle est très libre vis-à-vis de la vérité historique, est pourtant enthousiasmante.

Forman a campé des personnages pleins de vie, de sentiments. Il réussit à nous faire vibrer, non seulement à la musique de Mozart qui rythme et soutient l'action, mais surtout à sa peinture d'hommes qui n'existent que par et pour leur art.

Son Mozart dirigeant ses œuvres, composant, parfois la nuit sur une table de billard, le tableau qu'il donne de la première représentation des *Noces de Figaro* à la cour de Vienne, de celle de *La flûte enchantée* devant un public populaire enthousiaste, tout cela tient en haleine et ne peut donner qu'une envie : écouter plus souvent la musique de Mozart, en savoir plus sur l'homme et son époque.

André ROUSSEL

Sélection cinéma

Films récents...

AU-DESSOUS DU VOLCAN de John Huston, d'après le roman de Malcolm Lowry.

La déchéance d'un consul britannique au Mexique miné par l'alcoolisme, le jour de la fête des morts, en 1938.

Forum Orient Express 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo). Marignan 8^e (vo).

BAARA

de Souleymane Cissé

Un porteur de Bamako au Mali devient ouvrier. La vie quotidienne, la condition de la femme, la répression sont évoquées dans ce film intéressant.

Studio de la Harpe 5^e (vo). Olympie Entrepôt 14^e (vo).

GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Impérial 2^e (vo). Hautefeuille 6^e (vo). Publicis Saint-Germain 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Publicis Elysées 8^e (vo). Français 9^e. La Bastille 11^e. Nation 12^e. UGC Gobelins 13^e. Mistral 14^e. Montparnasse Pathé 14^e (vo). Bienvenue 15^e (vo). Gaumont Convention 15^e. Kinopanorama 15^e (vo). Clichy Pathé 18^e.

PARIS, TEXAS.

de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain !

Movies Les Halles 1^{er} (vo). Rex 2^e. Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Panthéon 5^e (vo). Saint-André-des-Arts 6^e (vo). UGC Montparnasse 6^e. Pagode 7^e (vo). Biarritz 8^e (vo). Marignan 8^e (vo). UGC Boulevard 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Escorial 13^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo). UGC Convention 15^e. Images 18^e.

LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus à Barbès. Une suite de gags... très documentée.

Forum Cinéma Orient Express 1^{er}. Berlitz 2^e. Rex 2^e. Cluny Ecoles 5^e. Danton 6^e. UGC Montparnasse 6^e. Normandie 8^e. Biarritz 8^e. Colisée 8^e. UGC Boulevards 9^e. Bastille 11^e. UGC Gare de Lyon 12^e. UGC Gobelins 13^e. Mistral 14^e. Montparnos 14^e. Gaumont Convention 15^e. Trois Murat 16^e. Clichy Pathé 18^e. Gambetta 20^e.

... et moins récents

BIQUEFARRE.

de Georges Rouquier.

Un village de l'Aveyron aujourd'hui et dans les années 1940.

Olympie Entrepôt 14^e.

LES BLUES BROTHERS.

de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup de gags.

L'Epée de Bois 5^e (vo).

CARMEN.

de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Publicis Matignon 8^e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.

de Jamis Uys.

Une satire mordante sur les méfaits de la « civilisation » sur une tribu africaine des Bushmans.

Capri 2^e.

DON GIOVANNI.

de J. Losey.

L'opéra de Mozart avec de grands interprètes. Et aussi un très beau film.

Cluny Palace 5^e (vo).

L'ETOFFE DES HÉROS.

de Philip Kaufman.

La conquête — américaine — de l'espace. A la gloire de la science... et des USA.

Marbeuf 8^e (vo). Espace Gaité 14^e (vo).

LES SEPT SAMOURAIS.

de Kurosawa.

Des villageois font appel à des samouraïs pour les aider à se défendre contre des bandits.

Châtelet Victoria 1^{er} (vo).

SPARTACUS.

de Stanley Kubrick

La révolte des esclaves contre Rome. A ne pas manquer quand il passe.

L'Epée de Bois 5^e (vo).

TCHAO PANTIN.

de Claude Berri.

Un pompiste veut venger l'assassinat d'un jeune Arabe.

Grand Pavois 15^e.

LAWRENCE D'ARABIE.

de David Lean.

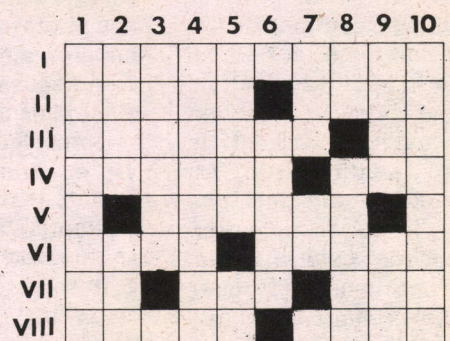
L'éveil de la conscience nationale au Moyen-Orient, vu par les Anglais.

Ranelagh 16^e (vo).

MOTS CROISÉS

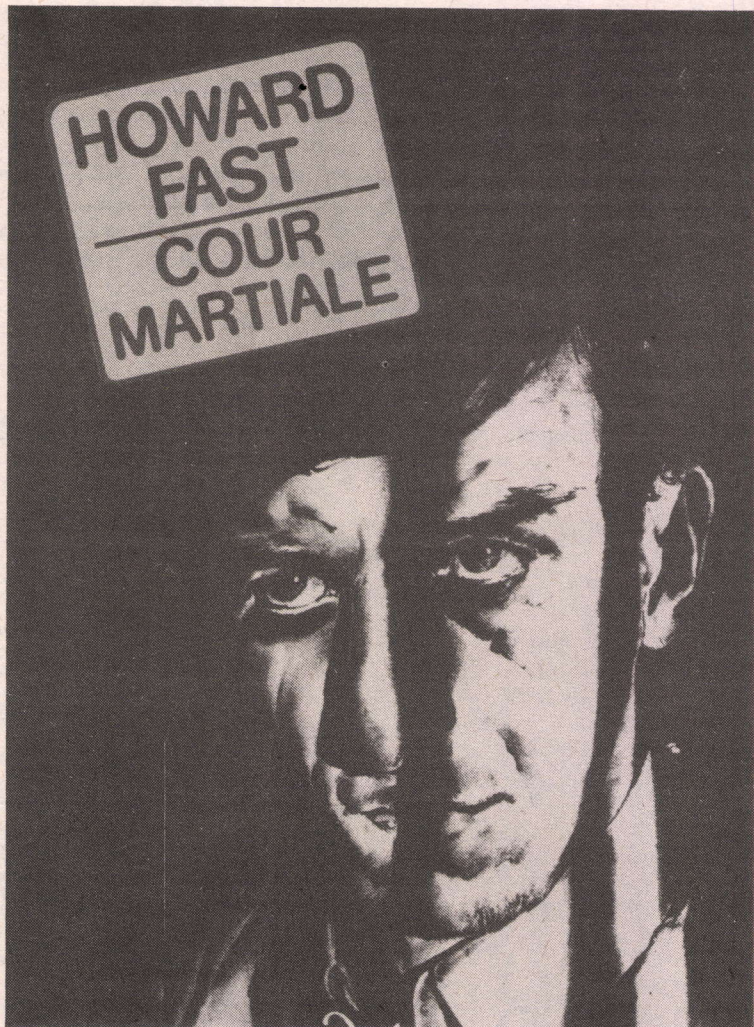
HORIZONTALEMENT. — I. Croque-monsieur. II. Il plane. Héroïne de Zola. III. Eaux vives. Qui n'a pas transpiré. IV. Polir. Vent privé. V. Gagne petit. VI. Terre minus. Suit le loup. VII. Drame japonais. Liquide. Lâcher le chien. VIII. Des individus. Elles marchent à la baguette.

VERTICALEMENT. 1. Elle a l'âme rayée. 2. Descende de lit. Souvent lourd quand il est quotidien. 3. Aplani. 4. Fait le régal de l'écureuil. 5. Sans expérience. Pratique. 6. Institue. 7. Révolutions. Première volonté. 8. Pour accord. Ancienne possession. 9. Manche de pinceau. Elle a son jeu. 10. On leur tend parfois la perche.



« Cour martiale »

d'Howard Fast



Durant la Seconde Guerre mondiale, en Birmanie, un lieutenant américain tue un sergent anglais. L'homme doit être jugé par un tribunal militaire. Les autorités décident par avance de faire un exemple, de sacrifier l'officier meurtrier à l'alliance anglo-américaine. Mais le jeune avocat militaire commis d'office à la défense du lieutenant américain, et que ses chefs avaient choisi en espérant pouvoir le manipuler, résistera à toutes les pressions. Au mépris de sa propre carrière et des injonctions de ses supérieurs, il referra toute l'enquête, s'élevant au nom de ses principes et de sa morale contre la conspiration qui menace d'étouffer la liberté d'un homme. Et la volonté d'un seul, honnête et décidé, suffira à contrecarrer les *a priori* d'un tribunal aussi obtus que militaire.

Le livre d'Howard Fast ne fait pas que dénoncer les injustices de tels tribunaux, c'est aussi le constat de

l'isolement des idéalistes qui dans un monde barbare entendent défendre la liberté et la dignité.

L'auteur, né en 1914, sympathisa avant la Deuxième Guerre mondiale avec le Parti Communiste Américain. Il proposait dans ses premiers romans une lecture critique de l'histoire américaine où serait mise en scène la masse du peuple américain qui imprima le cours de l'histoire de ce pays : *La route de la liberté*, *Tom Payne*, *La passion de Sacco et Vanzetti*...

A la fin des années quarante, Howard Fast fut, comme de nombreux intellectuels de gauche, victime du maccarthysme. Ainsi, devant le refus du Comité d'aide aux réfugiés antifascistes espagnols de livrer à la Commission des activités antiaméricaines les noms de ces réfugiés soupçonnés de sympathie pour le communisme, les membres du Bureau, dont Howard Fast, furent condamnés à des peines de prison de trois à

six mois. Dès lors, aucune maison d'édition n'accepta plus les œuvres de Fast, et *Spartacus*, achevé en juin 1951, ne fut imprimé que grâce à une souscription de quelques centaines de personnes.

Lorsqu'en 1959 *Cour martiale* fut écrit, ce fut à une période charnière de la vie d'Howard Fast. Quelque peu désabusé, se dégageant de ses choix militants, l'auteur n'écrira plus par la suite que des romans (en particulier des romans policiers sous le pseudonyme de E.V. Cunningham dans la « Série noire ») dont aucun n'eut la grandeur de ses précédents ouvrages. Mais dans *Cour martiale*, dont le suspense tient le lecteur en haleine de bout en bout, Howard Fast fait encore passer et partager son goût de la lutte et de la justice.

Jacques FONTENOY

Cour martiale d'Howard Fast. Editions Néo. 184 pages. 28 F.

SELECTION TELE

Samedi 10 novembre

20 h 35. TF1. Au théâtre ce soir : **Le pape kidnappé**. Un pape veut se rendre incognito et à titre privé dans un couvent de carmélites. Il est enlevé par le chauffeur de taxi qui en guise de rançon demande, contre la libération du pape, que tous les combats et gestes meurtriers cessent pendant 24 heures sur la surface du globe.
22 h 45. TF1. **Droit de réponse**. A quelques heures de la remise officielle des prix littéraires, l'émission pose la question : « A quel livre attribueriez-vous le prix ? ».

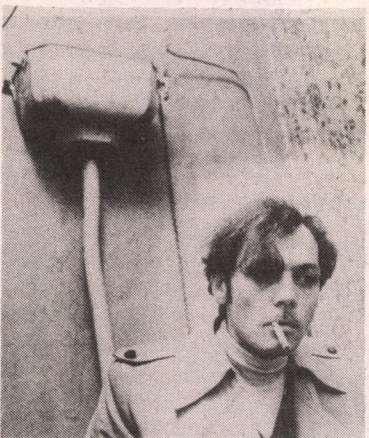
Dimanche 11 novembre

19 h. A2. **Dans la tourmente**. Troisième épisode d'un feuilleton fort intéressant sur l'Allemagne et l'Europe des premières années du régime nazi.
20 h 35. TF1. **La grande illusion**, de Jean Renoir avec Jean Gabin, Pierre Fresney et Eric von Stroheim. A l'intérieur du monde fermé des camps de prisonniers de la guerre de 1914-1918, le nationalisme, au nom duquel on fait les guerres, sépare moins les hommes que leurs différences de classe. Un film à voir ou à revoir.
21 h 30. A2. **La mort monumentale**. En ce jour où l'on fête l'armistice de la Première Guerre mondiale, l'émission nous présente les monuments, ou plutôt quelques-uns des trente mille monuments érigés à la gloire de ceux qui sont « morts pour la patrie ». Seules trois communes osèrent ins-

crire : « Guerre à la guerre ». 21 h 40. A2. **Pierre Bonnard**. Une rétrospective de l'œuvre du peintre présentée au printemps dernier au centre Beaubourg.

Lundi 12 novembre

20 h 35. TF1. **Un éléphant, ça trompe énormément**, d'Yves Robert. Un film gai et sympathique sur l'amitié et la complicité entre quatre bons copains.
20 h 35. FR3. **Série noire**. Film d'Alain Corneau, avec Patrick Dewaere. Un film amer et sarcastique qui nous dépeint des vies ratées, des destinées minables et des crimes sordides. Une vision désespérée de la nature humaine.



20 h 35. FR3. L'émission **La dernière séance** consacrée au metteur en scène américain Raoul Walsch, présente deux de ses films : **La blonde et le shérif** à 20 h 50 et **La rivière d'argent** à 23 h 15.



20 h 40. A2. **Benjamin ou les mémoires d'un puceau**. Film de Michel Deville avec Michèle Morgan et Michel Piccoli. Les mémoires d'un adolescent de grande famille au XVIII^e siècle, à l'heure de l'initiation sexuelle, ou comment Benjamin est pervers moralement et intellectuellement par le libertinage, ce jeu pour aristocrate.
21 h 35. TF1. **Histoire à la Une**. Cinquantième anniversaire de la Nuit des longs couteaux. Le 29 juin 1934 un millier de nazis appartenant aux SA, dont leur chef Röhm, sont assassinés sur ordre de Hitler. Un an et demi après son arrivée au pouvoir, le régime nazi épure et met au pas ses propres troupes. Participent à l'émission Max Gallo, Paul-Marie de la Gorce et Gilbert Badia.

Mardi 13 novembre

20 h 30. TF1. **L'Odyssée de l'équipe Cousteau**. C'est à la pieuvre que s'intéressent, cette semaine, les plongeurs de la Calypso.

Mercredi 14 novembre

20 h 35. A2. **Les enquêtes du commissaire Maigret : La nuit du carrefour**. Enquête à propos de l'assassinat d'un diamantaire d'Anvers.
21 h 25. TF1. **Le deuxième sexe**. Trente-cinq ans après la parution de son livre **Le deuxième sexe**, Simone de Beauvoir vient de réaliser quatre émissions de 55 minutes chacune consacrées au sort des femmes en France et dans le monde. Participent à l'émission outre Simone de Beauvoir, Elizabeth Badinter, Edmonde Charles-Roux, Kate Millet, Yvette Roudy...

Jeudi 15 novembre

20 h 35. TF1. **La dictée**, premier épisode d'un feuilleton qui en comptera six. Dix ans après la Commune, une loi d'amnistie autorise les anciens communistes à rentrer en France. Paulin Labarthe, ancien imprimeur, se retrouve en Auvergne à faire la classe à un enfant que l'école religieuse a refusé. C'est la vie de cet enfant à l'époque des lois scolaires sur l'enseignement gratuit et obligatoire, puis sa vocation d'instituteur qui nous sont contées. Un « prix de consolation » pour les partisans de l'école laïque qui viennent de voir, un siècle après, un gouvernement so-disant de gauche s'incliner devant les tenants de l'école religieuse ?
20 h 35. FR3. **Le Schpountz**, un film satirique de Marcel Pagnol réalisé en 1938 avec Fernandel.

21 h 50. A2. **Marie Curie**. L'histoire en question, une émission d'Alain Decaux. Ce sera sans doute raconté de façon agréable. Au risque peut-être de minimiser certains combats qu'eut à livrer Marie Curie contre la misogynie (et la jalousie) du monde scientifique français (qui lui refusa l'entrée à l'Académie des Sciences alors que celles de nombreux autres pays l'avaient accueillie) ou contre le goût du scandale d'une presse française qui n'avait pas accepté que « la Polonoise » soit un savant mondiallement reconnu, voulant avoir aussi une vie privée.
23 h 10. TF1. **Le mépris**, un film de J.L. Godard avec Brigitte Bardot et Michel Piccoli. Le sujet : durant le tournage d'un film, une femme cesse d'aimer son compagnon parce qu'elle n'estime plus celui qui, croit-elle, la méprise.

Vendredi 16 novembre

20 h 30. FR3. **Un avant-goût de paradis**. Un document sur la mer, l'attrait que le littoral exerce sur les vacanciers, les gens des villes... et les promoteurs toujours à l'affût d'une bonne affaire, même si justement cela ne fait l'affaire ni des amoureux de la mer et bien sûr du littoral.
23 h. A2. **Ciné-club : cycle Marlène Dietrich : L'ange des maudits**, un film que Fritz Lang a conçu pour et autour de Marlène Dietrich, chanteuse de saloon vieillissante dans un Ouest peuplé de hors-la-loi.

Au lendemain de leur victoire les sandinistes menacés par Reagan

Le pari du Front Sandiniste d'organiser des élections, à l'image des démocraties occidentales, a été tenu et les observateurs ont reconnu la régularité des opérations.

Malgré les consignes d'abstention lancées par les principaux partis de droite regroupés dans la Coordination Démocratique, plus de 80 % des 1,5 million de Nicaraguayens de plus de 16 ans ont été voter. Le taux de participation est bien supérieur à celui enregistré lors des élections américaines.

Le préalable que la Coordination Démocratique avait mis à sa participation, à savoir la négociation du gouvernement avec les groupes armés anti-sandinistes — les « contras » — qui se livrent depuis trois ans à une véritable guerre dans le pays, ne pouvait guère être populaire. Car ces « contras » ont été recrutés en grande partie parmi les anciens membres de la Garde Nationale de Somoza qui se sont enfuis du pays après la victoire des sandinistes. Ils représentent, pour beaucoup de Nicaraguayens, les tortionnaires d'un régime honni, contre lequel la population s'est insurgée il y a 5 ans, consentant des sacrifices inouïs pour parvenir à le renverser.

En se posant ouvertement en champion d'un gouvernement d'union nationale incluant des représentants des organisations de la « contra », la Coordination Démocratique n'avait aucune chance d'entraîner à sa suite la population à s'abstenir. Mais elle n'avait sans doute pas grande chance non plus d'obtenir, en participant aux élections, autre chose qu'un vote très minoritaire démontrant son peu de représentativité, car le régime sandiniste jouit incontestablement d'une popularité qu'aucun régime n'a connue au Nicaragua.

Alors, après avoir réclamé pendant cinq ans des élections à cor et à cri, les partis qui composent la Coordination Démocratique ont finalement choisi de ne pas jouer un jeu qui leur semblait par trop défavorable. Mais il est d'une incontestable mauvaise foi de le reprocher aux dirigeants sandinistes. Ceux-ci ont au contraire tout fait depuis cinq ans pour démontrer leur volonté de faire une place aux représentants politiques de la grande bourgeoisie, comme ils ont

tout fait pour se concilier cette bourgeoisie en se montrant respectueux de ses intérêts.

C'est même parce qu'ils ont choisi de respecter scrupuleusement ses intérêts privés qu'ils ont réclamé des masses populaires qu'elles acceptent seules tous les sacrifices de la remise en route de la production, de la crise économique, et maintenant de la guerre, alors que les riches, eux, continuent à spéculer, à placer leur argent à l'étranger, à faire fortune en affamant le peuple.

Cette politique a suscité une déception, voire un mécontentement que les sandinistes reconnaissent eux-mêmes, parmi certaines couches de la population. Et dans les régions nord du pays, parmi les plus déshéritées, ainsi que sur la côte atlantique, les « contras » trouvent des appuis pour leurs opérations militaires.

C'est dire que ce sont justement les égards dont les sandinistes ont fait preuve envers les possédants qui peuvent affaiblir leur régime, d'autant que la bourgeoisie, ingrate comme toujours, et l'impérialisme américain cherchent à profiter de toutes les faiblesses du régime pour lui porter des coups.

Et aujourd'hui le fait que les sandinistes viennent de remporter un succès électoral incontestable (Daniel Ortega a été élu président avec près de 68 % des voix) n'a en rien désarmé les Etats-Unis et la « contra » qui persistent à affirmer, contre toute évidence, que les élections étaient truquées. En fait, tous les efforts des sandinistes pour se faire admettre comme un régime respectable, légitime, aux yeux de l'impérialisme américain sont d'avance voués à l'échec. Car celui-ci n'a de cesse dans cette Amérique latine, qu'ils considère toujours comme sa chasse gardée, d'avoir rétabli des régimes qui lui soient entièrement soumis.

Les élections qui viennent de se dérouler n'ont rien changé à cet égard et il n'a fallu que quelques jours pour que les provocations américaines se fassent plus insolentes que jamais : interdiction au Nicaragua d'acheter des Mig à l'URSS sous peine de représailles, manœuvres de la marine US au large du port de Corinto sous prétexte de l'arrivée d'un cargo soviétique qui

viendrait, prétend-on, livrer les fameux Mig, survol de l'espace aérien du Nicaragua par des avions de l'armée américaine. Et Reagan a consacré une partie de sa première conférence de presse après sa réélection à menacer le régime sandi-

niste. Parallèlement, les opérations de la « contra » ont repris et le gouvernement du Nicaragua, devant la gravité de la situation, a dû proclamer l'état d'alerte.

Aujourd'hui, le petit peuple du Nicaragua est plus que jamais en butte au har-

cèlement militaire, aux menaces de toutes sortes, y compris celle d'une intervention directe des Etats-Unis. Parce qu'il a osé, il y a cinq ans, se débarrasser du dictateur que les Etats-Unis avaient choisi !

Dominique CHABLIS



Victoire électorale pour les dirigeants sandinistes.

LES PARTIS EN PRÉSENCE

Dès son arrivée au pouvoir en 1979, le Front Sandiniste s'était engagé à organiser dès que possible des élections, en précisant toutefois, à l'époque, que ce n'était pas là la tâche la plus urgente, la population ayant manifesté sa volonté les armes à la main contre Somoza, et qu'il fallait d'abord reconstruire le pays.

Un an plus tard, le FSLN précisait que les élections auraient lieu en 1985. Et pour s'y préparer, en élèves consciencieux, les sandinistes ont envoyé à partir de 1983 des émissaires dans les pays démocratiques pour étudier leur mode d'élections. Ils ont même voulu aller aux Etats-Unis, mais ceux-ci ont refusé de les accueillir (la démocratie américaine serait-elle un secret militaire ?).

En août 1983, la loi sur les partis politiques était adoptée, garantissant leurs droits. Et en mars dernier le projet de loi électorale a été adopté après que la date des élections eut été avancée au 4 novembre 1984, juste avant les élections américaines.

Les électeurs viennent donc de désigner pour six ans un président de la République, un

vice-président et les 90 députés d'une Assemblée qui sera constituante pendant deux ans, puis législative. Les députés ont été élus à une proportionnelle fortement corrigée par la division du pays en dix circonscriptions. Il faut de 20 000... à 35 000 électeurs pour élire un député selon les circonscriptions.

La Coordination Démocratique Nationale dont le leader est Arturo Cruz, ex-membre de la Junte de gouvernement, maintenant émigré aux Etats-Unis, et qui comprend le Parti Social-Chrétien, le Parti Libéral Constitutionnel et le Parti Social-Démocrate, a hésité jusqu'à juillet dernier quant à sa participation. En juillet, Arturo Cruz arrivait des USA, se déclarait candidat à la présidence de la République et posait immédiatement comme condition l'acceptation par les sandinistes du dialogue avec la « contra ». Les sandinistes refusant l'ultimatum, la Coordination décida de boycotter les élections.

Six partis et demi participèrent finalement aux élections : le Front Sandiniste (FSLN) ; deux partis alliés au FSLN, le Parti Communiste (PSN) qui

soutient la politique du FSLN, le Parti Populaire Social-Chrétien, qui soutient également le FSLN ; deux partis qui le critiquent sur sa gauche, le Parti Communiste du Nicaragua (PCDN) et le Mouvement d'Action Populaire Marxiste Léniniste (MAPML) ; et deux partis plus à droite, le Parti Conservateur Démocrate, dont le leader Rivas participe toujours au gouvernement, et le PLI, dont le dirigeant, Godoy, était ministre du Travail jusqu'en avril dernier et qui a retiré sa candidature à la présidence de la République, sans réussir toutefois à retirer tous les candidats du PLI de la compétition.

La participation électorale s'est élevée à 82,3 %. Selon les résultats encore partiels, le FSLN aurait remporté 68 % des voix ; le PCD 12 % à l'échelle nationale, mais aurait réalisé un score supérieur à celui du FSLN dans certaines régions du nord parmi les plus touchées par la guerre ; le PLI aurait environ 10 % des voix ; le PPSC environ 5 % ; le MAPML et les deux Partis Communistes se partagent les 5 % restants.

D.C.